

Test de
rendement 2012
rendu public

Études
sociales
Sources et questions

9^e
année

Alberta  Government

Ce document présente les questions du test de rendement d'Études sociales 9^e année administré en 2012. Vous y trouverez entre autres le plan d'ensemble du test, la clé de correction, ainsi que le niveau de difficulté, la catégorie de notation, l'élément du programme qui est évalué et la description de chaque question. Ce matériel, combiné au [Programme d'études](#) et au [Bulletin d'information](#), fournit des renseignements qui peuvent être utilisés pour parfaire les pratiques d'enseignement.

Le document [Points saillants sur l'évaluation](#) fournit de l'information au sujet de l'ensemble du test, du plan du test et du rendement des élèves au test de rendement d'Études sociales 9^e année. On y trouve également des observations sur le rendement des élèves par rapport à la norme acceptable et à la norme d'excellence en ce qui a trait à certaines questions tirées du test de rendement d'Études sociales. La meilleure façon d'utiliser les renseignements donnés dans ce document destiné au personnel enseignant consiste à les jumeler aux rapports pluriannuels et détaillés mis à la disposition des écoles sur le site extranet. Les rapports des **Points saillants sur l'évaluation** pour tous les tests de rendement des matières et pour toutes les années évaluées **sont affichés chaque année à l'automne sur le site Web de Alberta Education.**

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez communiquer avec

Harvey Stables, Grade 9 Humanities Assessment Standards Team Leader, à Harvey.Stables@gov.ab.ca;

Amy Villneff, Grade 9 Humanities Assessment Standards Examiner, à Amy.Villneff@gov.ab.ca; ou

Robyn Pederson, Director (Acting), Achievement Testing Branch, à Robyn.Pederson@gov.ab.ca; ou

Nicole Lamarre, Directrice, Évaluation des études en français/Student Learning Assessment, à Nicole.Lamarre@gov.ab.ca

ou Provincial Assessment Sector en composant le 780-427-0010.

Pour appeler sans frais de l'extérieur d'Edmonton, composez le 310-0000.

Vous pouvez consulter le site Web de Alberta Education à education.alberta.ca.

Ce document est conforme à la nouvelle orthographe. Cependant, l'orthographe traditionnelle est parfois utilisée dans certains textes et/ou questions pour préserver l'intégrité de la source.



Dans le bulletin, le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination et dans le seul but d'alléger le texte.

© 2015, la Couronne du chef de l'Alberta représentée par le ministre de l'Éducation, Alberta Education, Provincial Assessment Sector, 44 Capital Boulevard, 10044 108 Street NW, Edmonton, Alberta T5J 5E6, et les détenteurs de licence. Tous droits réservés.

Le détenteur des droits d'auteur **autorise seulement les éducateurs de l'Alberta** à reproduire, à des fins éducatives et non lucratives, les parties de ce document qui **ne contiennent pas** d'extraits.

Les extraits de textes **ne peuvent pas** être reproduits sans l'autorisation écrite de l'éditeur original (voir les références bibliographiques, le cas échéant).

Sources et questions du Test de rendement de 2012

Les sources et questions qui apparaissent dans le présent document sont tirées de la version française du Test de rendement d'Études sociales 9^e année de 2012, et sont représentatives des sources et questions que comportent les tests. Ces sources et questions sont rendues publiques par Alberta Education.

Test de rendement 9^e année

2012

Études sociales

Sources et questions

Test de rendement — 9^e année

Études sociales

Livret de sources

Description

Ce test de rendement d'Études sociales 9^e année comprend deux livrets :

- le **Livret de sources**, qui contient 13 séries de sources
- le **Livret de questions**, qui contient 50 questions à choix multiple

Ce test est conçu pour être fait en 80 minutes, mais tu peux prendre 30 minutes de plus pour le faire.

Instructions

- Tu **ne peux pas** utiliser un dictionnaire, un thésaurus ou tout autre ouvrage de référence.
- Assure-toi d'avoir un **Livret de sources** et un **Livret de questions**.

Tu peux écrire dans ce livret si tu penses que cela peut t'aider.

Assure-toi de noter toutes tes réponses aux questions à choix multiple sur la feuille de réponses qui accompagne le test.

2012

Ce Livret de sources est divisé en deux parties :

La Première partie : Problématiques pour les Canadiens : droits et gouvernance comprend huit séries de sources. Le **Livret de questions** comprend 30 questions à choix multiple (*qui valent 60 % de la note totale du test*) qui sont basées sur ces séries de sources.

Tu devrais prendre environ 50 minutes pour répondre à ces 30 questions à choix multiple.

La Deuxième partie : Problématiques pour les Canadiens : les systèmes économiques du Canada et des États-Unis comprend cinq séries de sources. Le **Livret de questions** comprend 20 questions à choix multiple (*qui valent 40 % de la note totale du test*) qui sont basées sur ces séries de sources.

Tu devrais prendre environ 30 minutes pour répondre à ces 20 questions à choix multiple.

I. Les questions 1 à 4 à la page 32 portent sur les sources suivantes.

Source I



Chambre des communes

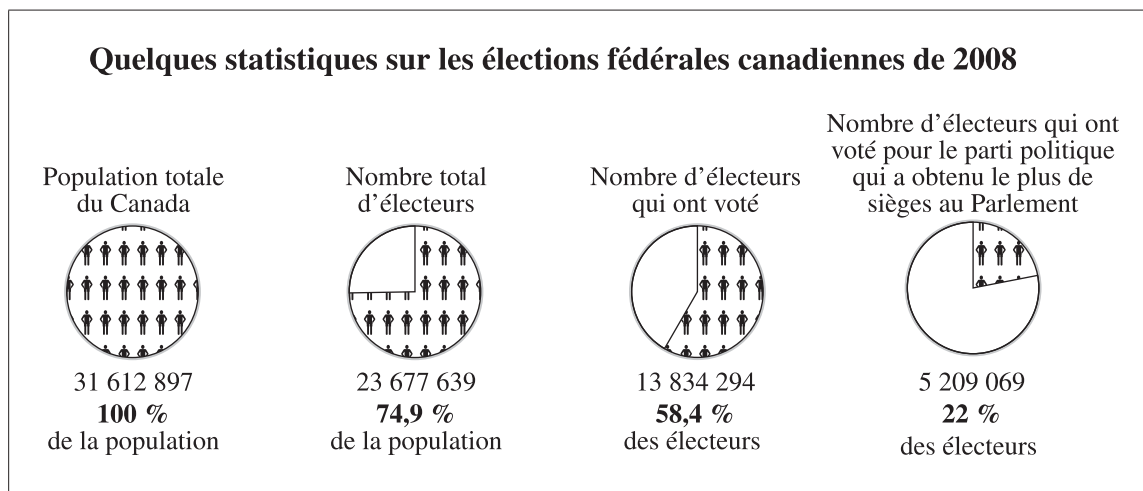
1. Membres

- Comprend 308 représentants
- Élus par les électeurs
- Sont généralement membres d'un parti politique
- ?

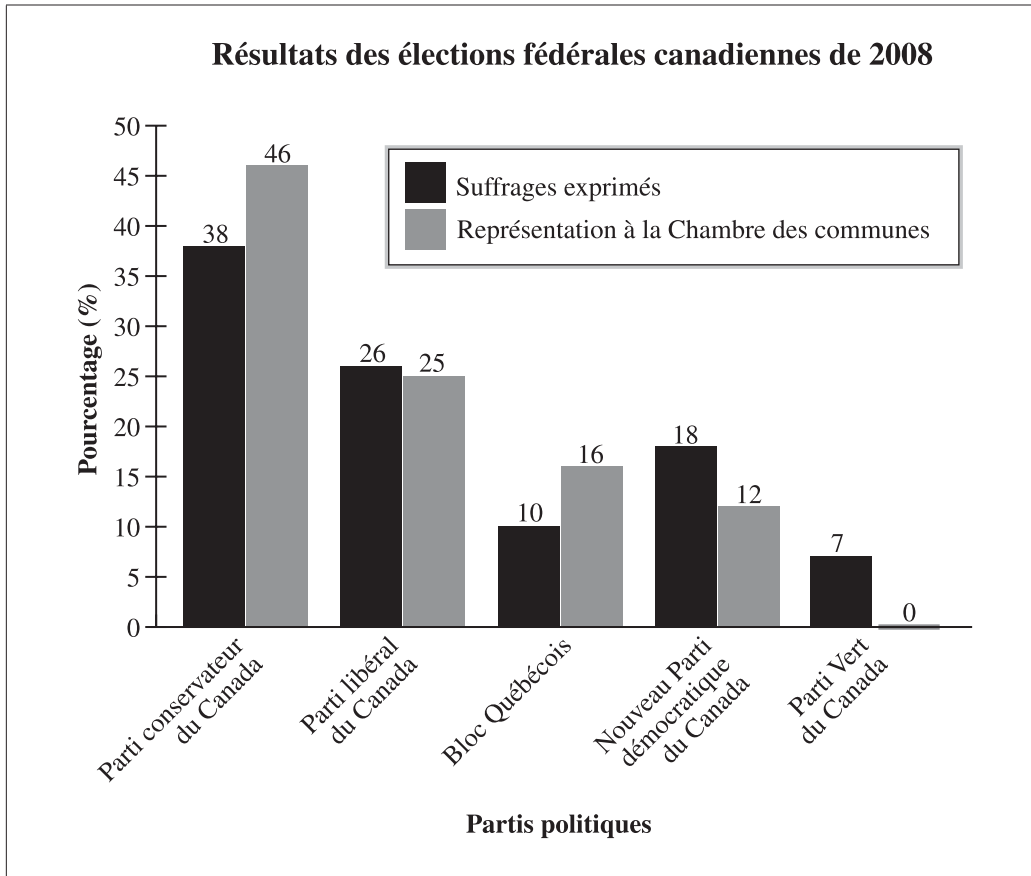
2. Rôles des membres

- Appuient les objectifs de leur parti politique

Source II



Source III



Source IV

Interlocuteur Y

Le système utilisé présentement au Canada fonctionne bien. Le parti politique qui obtient le plus de sièges forme le gouvernement. Ce système assure la stabilité parce qu'un gouvernement majoritaire est habituellement formé à chaque élection.


Interlocutrice Z

Nous devons changer le système que nous utilisons présentement pour élire les membres du Parlement. Si les représentants politiques étaient élus selon les suffrages exprimés, plus de partis politiques pourraient être représentés à la Chambre des communes. Je pourrais dire que mon vote a compté même si je n'ai pas voté pour le candidat qui a obtenu le plus de votes dans ma circonscription. Ce système encouragerait les gens à voter aux élections.

II. Les questions 5 à 8 à la page 33 portent sur les sources suivantes.

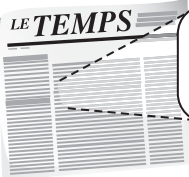
Source I

Point de vue W




Les partis d'opposition utilisent les médias pour informer la société des actions du gouvernement. Dans une démocratie, les critiques ont la liberté d'exprimer leurs points de vue.

Point de vue X




Les citoyens canadiens utilisent les médias pour obtenir de l'information sur les questions politiques. Ensuite, ils décident quel parti ils vont appuyer.

Point de vue Y



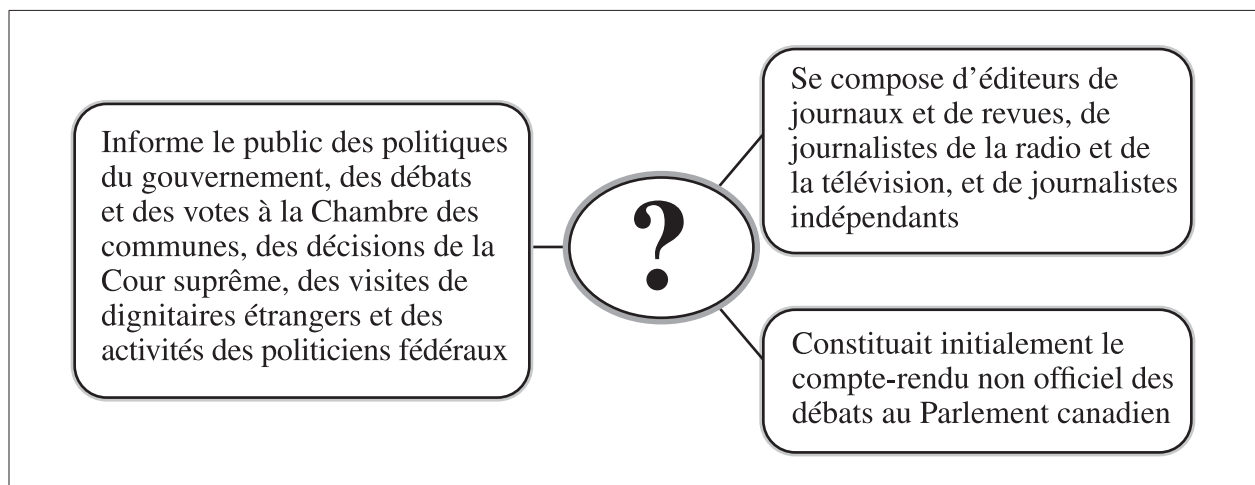
Les médias décident quelles nouvelles ils vont présenter au public. Cela peut influencer la façon dont les Canadiens considèrent les problématiques et les décisions du gouvernement.

Point de vue Z



Les gouvernements déterminent les questions politiques du jour. Les médias communiquent l'information au public, mais ce sont les politiciens qui décident des questions à débattre.

Source II

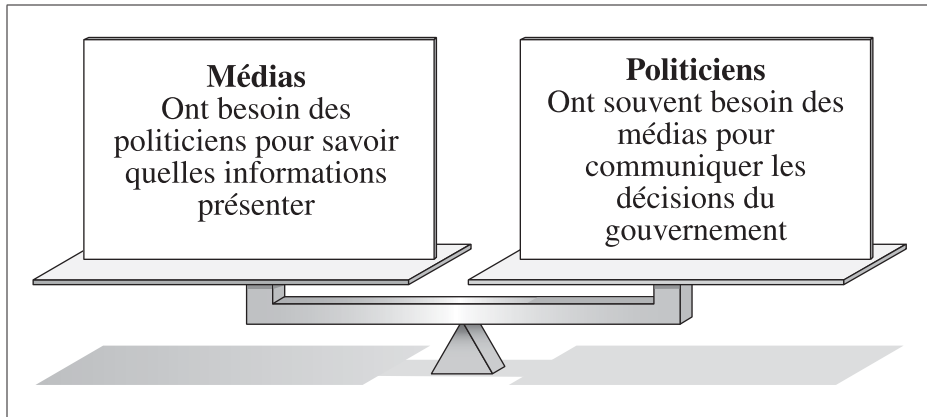


Informe le public des politiques du gouvernement, des débats et des votes à la Chambre des communes, des décisions de la Cour suprême, des visites de dignitaires étrangers et des activités des politiciens fédéraux

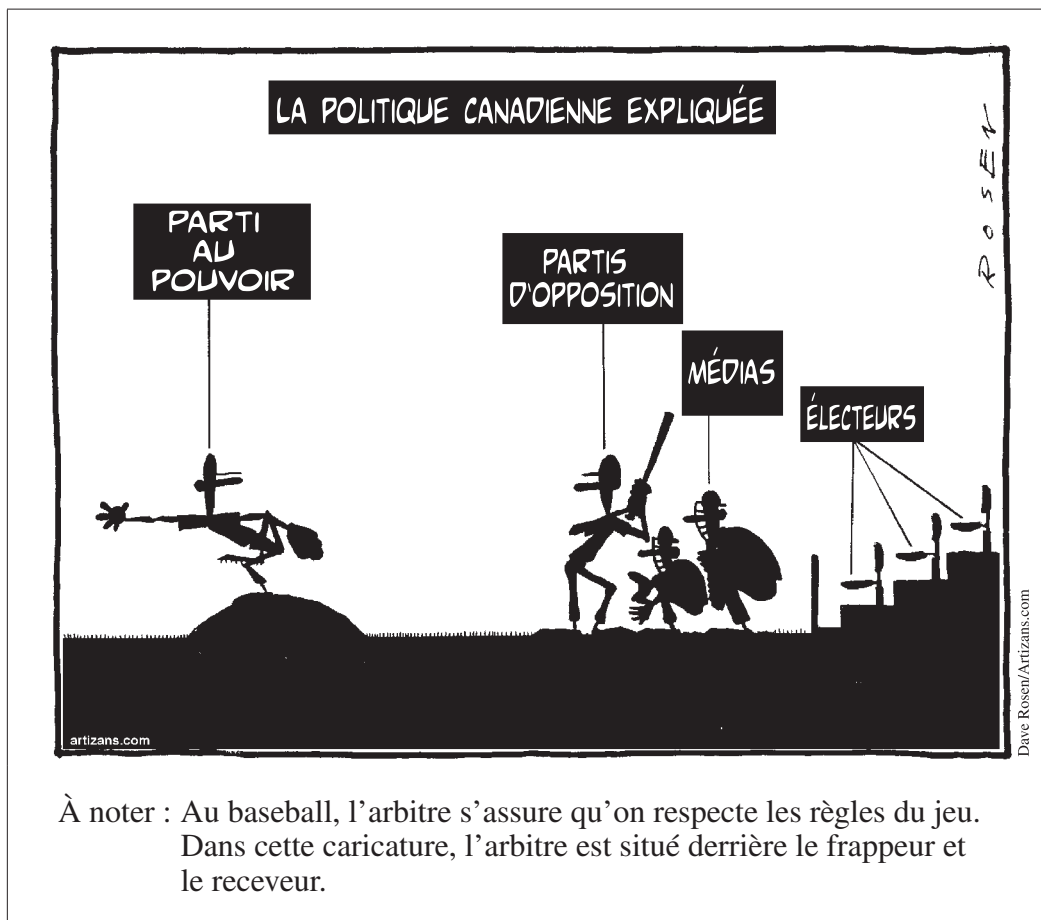
Se compose d'éditeurs de journaux et de revues, de journalistes de la radio et de la télévision, et de journalistes indépendants

Constituait initialement le compte-rendu non officiel des débats au Parlement canadien

Source III

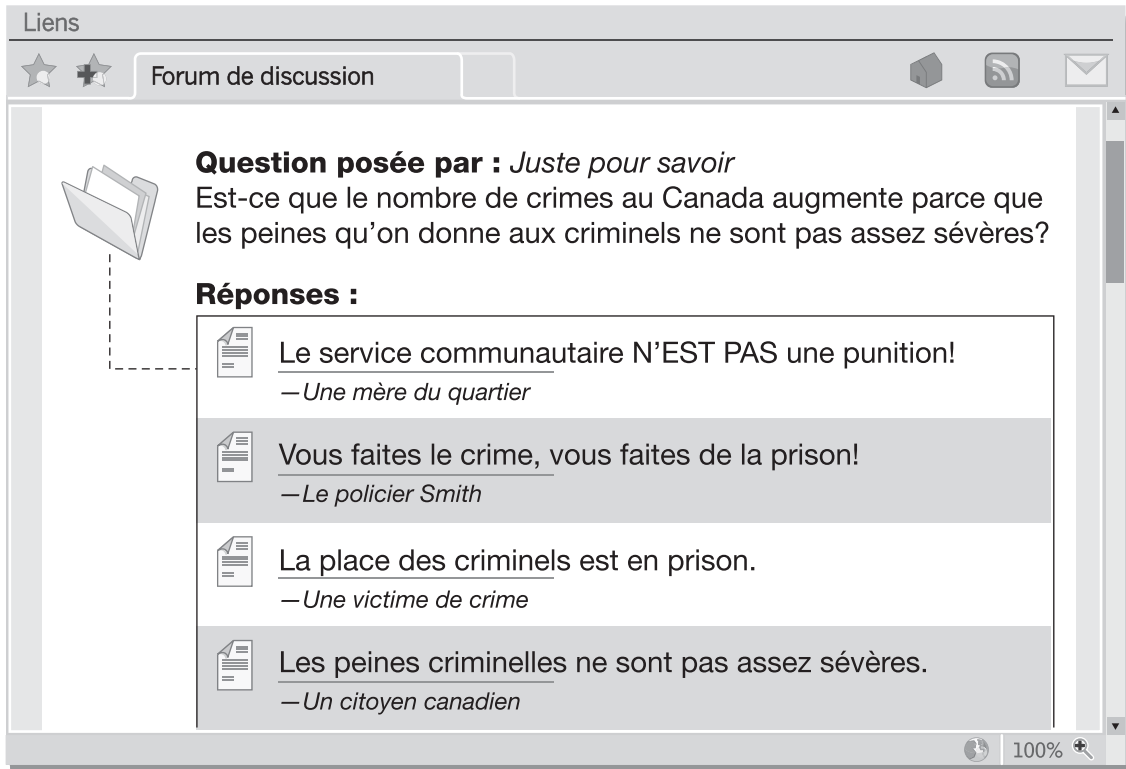


Source IV







III. Les questions 9 à 11 à la page 34 portent sur les sources suivantes.

Source I



Question posée par : *Juste pour savoir*
Est-ce que le nombre de crimes au Canada augmente parce que les peines qu'on donne aux criminels ne sont pas assez sévères?


Réponses :

-  Le service communautaire N'EST PAS une punition!
— *Une mère du quartier*
-  Vous faites le crime, vous faites de la prison!
— *Le policier Smith*
-  La place des criminels est en prison.
— *Une victime de crime*
-  Les peines criminelles ne sont pas assez sévères.
— *Un citoyen canadien*

Source II

Cout annuel moyen des peines criminelles au Canada en 2005

Type de peine	Cout approximatif par année par prisonnier
Prison fédérale – Femme	150 000 \$ - 200 000 \$
Prison fédérale – Homme	60 000 \$ - 110 000 \$
Autres peines comme la probation, la détention à domicile et la surveillance dans la communauté	10 000 \$ - 20 000 \$



Source III

Quelques buts de la Société Elizabeth Fry

- Encourager la coopération entre les groupes de femmes pour régler les problèmes reliés à la pauvreté, au racisme et à la discrimination
- Offrir plus de programmes et de services aux femmes qui sont en prison
- Réduire le nombre de femmes en prison au Canada



IV. Les questions 12 à 15 à la page 35 portent sur les sources suivantes.

Source I



Source II

Les premiers objectifs de la Loi antiterroriste de 2001

Objectif W Empêcher les terroristes qui proviennent d'autres pays d'entrer au Canada et protéger les Canadiens contre les actes terroristes	Objectif X Donner à la police les outils nécessaires pour réagir efficacement aux activités terroristes
Objectif Y Respecter les obligations internationales du Canada en ce qui concerne le terrorisme	Objectif Z Définir le terrorisme comme un acte commis pour des raisons politiques, religieuses ou idéologiques

À noter : En 2006, un juge de la Cour supérieure de l'Ontario a rendu un jugement disant que l'article de la *Loi antiterroriste* de 2001 décrit dans l'Objectif Z violait la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Source III

Le 29 octobre 2008, la Cour supérieure de l'Ontario a déclaré Momin Khawaja, un citoyen canadien, coupable d'avoir commis des actes terroristes. L'extrait suivant présente l'affaire Khawaja.

Jeudi 30 octobre 2008

Khawaja coupable de cinq actes terroristes

L'informaticien canadien est toutefois acquitté d'avoir participé à un complot en Grande-Bretagne

Andrew Duffy
Ottawa Citizen
Ottawa

Le juge Douglas Rutherford de la Cour supérieure de l'Ontario a déclaré hier que Khawaja, 29 ans, avait joué un rôle important comme financier, ingénieur et conseiller technique auprès de terroristes britanniques. [...]

Dans son verdict de 58 pages, le juge a déclaré : « Je suis convaincu, après avoir examiné ce que les preuves ont clairement établi, que Momin Khawaja a participé aux activités d'un groupe terroriste et qu'il a aidé ce groupe en toute connaissance de cause. »

Toutefois, le juge a déclaré que Khawaja n'était pas coupable des deux plus graves actes de terrorisme. La Couronne avait avancé que Khawaja avait

fabriqué un détonateur qui devait servir à un attentat à la bombe à Londres. Le juge a conclu que la Couronne n'avait pas réussi à prouver avec certitude que Khawaja savait que son invention servirait à faire exploser une bombe.

Le juge a reconnu Khawaja coupable de deux infractions moins graves, touchant la fabrication de substances explosives. [...]

Le procès de Khawaja représentait le premier vrai test de la Loi antiterroriste du Canada adoptée à la suite des attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington. Avec cette loi, le code criminel s'applique maintenant à plus d'activités terroristes.

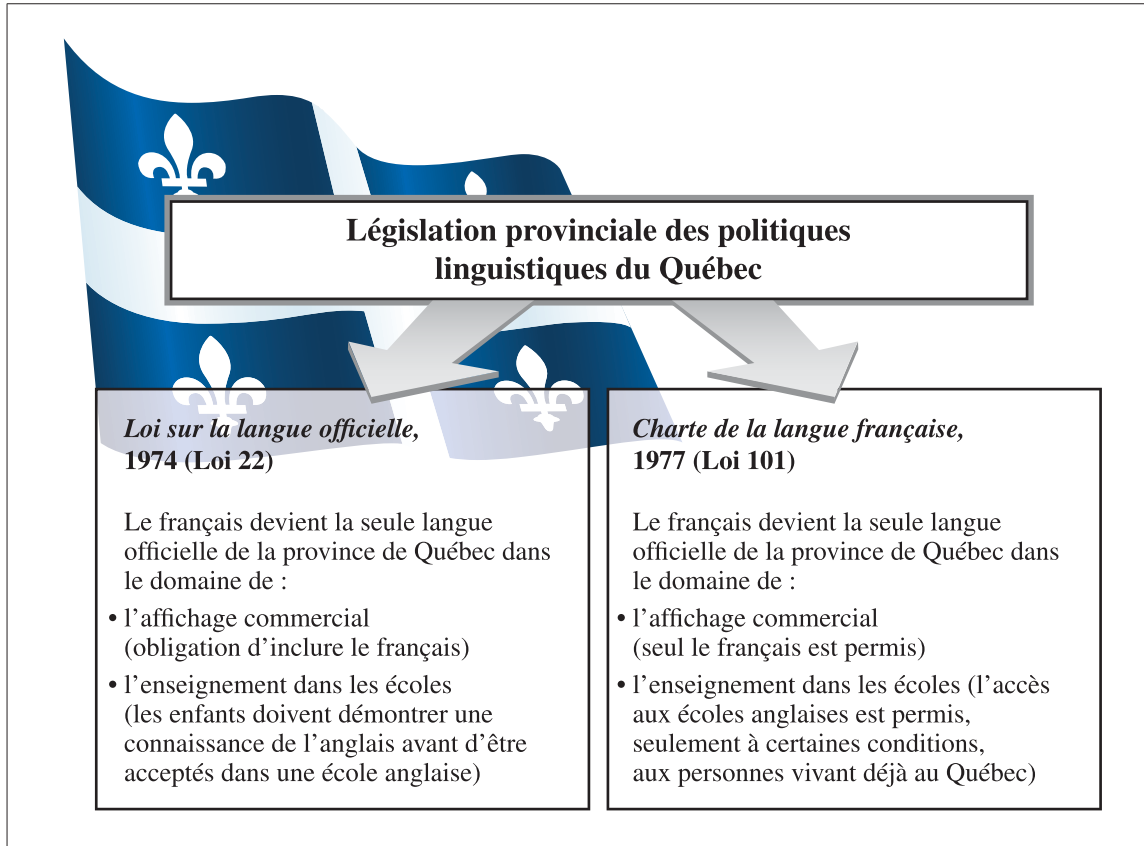
Khawaja est le premier Canadien condamné en vertu de cette loi depuis le 11 septembre 2001.

— traduit du *Edmonton Journal*

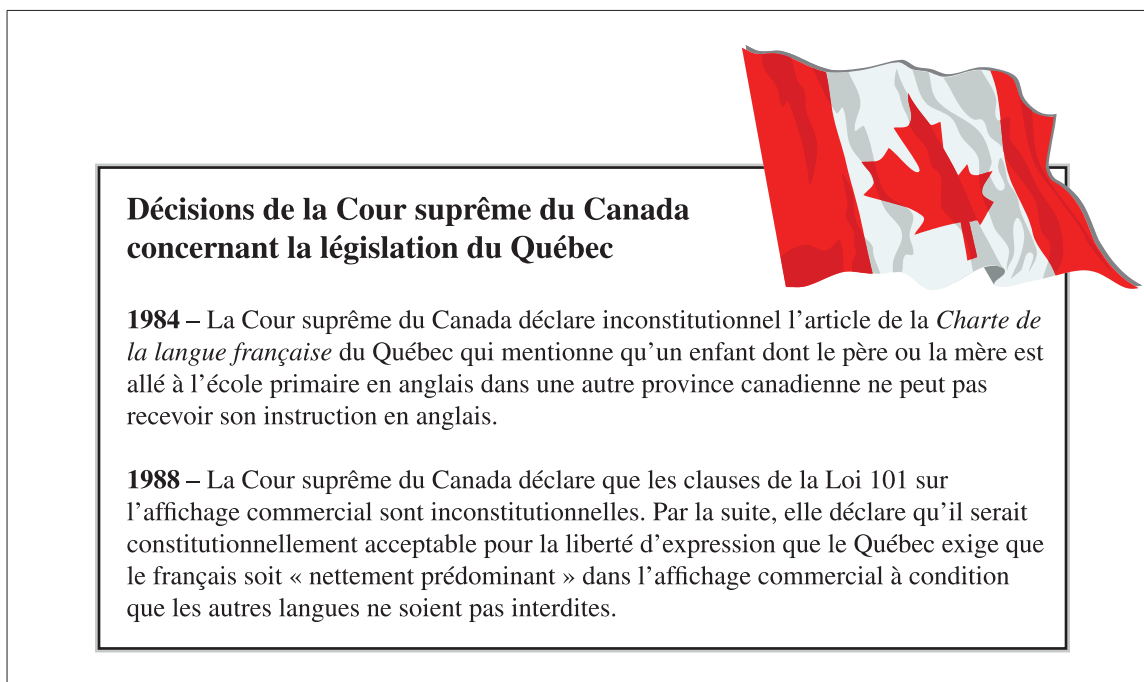
Duffy, Andrew. "Khawaja Guilty on Five Terrorism Charges." *Edmonton Journal*, 30 octobre 2008, sec. A, p. 3. Matériel traduit et réimprimé avec la permission expresse de : "Ottawa Citizen Group Inc.," une division de Postmedia Network Inc.

V. Les questions 16 à 18 à la page 36 portent sur les sources suivantes.

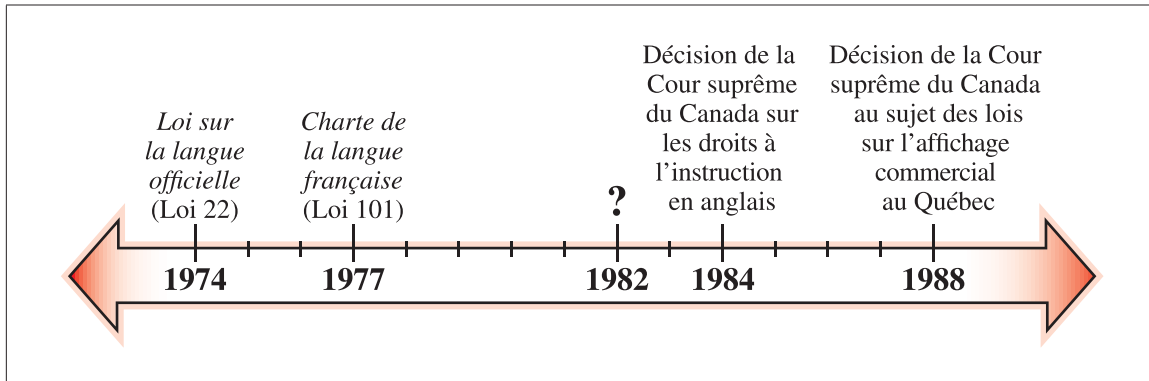
Source I



Source II

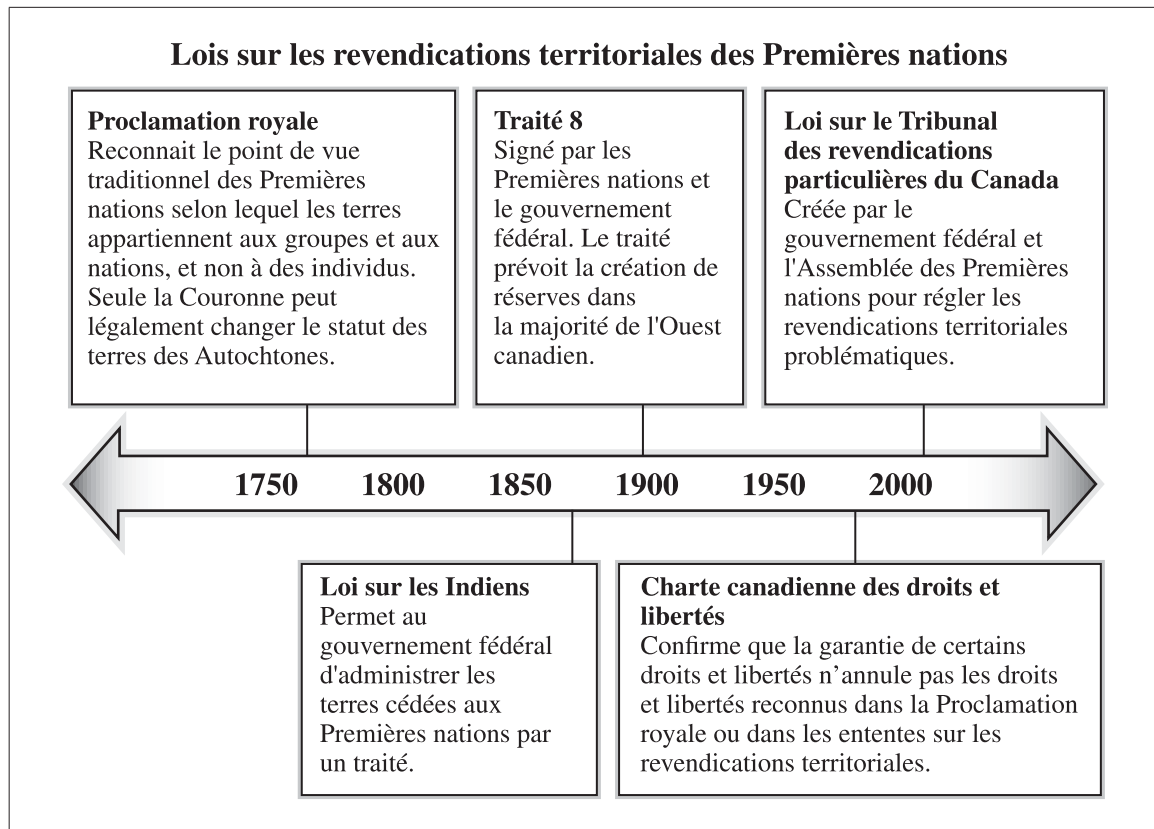


Source III



VI. Les questions 19 à 22 à la page 37 portent sur les sources suivantes.

Source I



Source II

Lundi 12 janvier 2009

La nouvelle génération défend la cause de Little Buffalo Une tribu toujours sans réserve un siècle après le traité de 1899

Elise Stolte
Journaliste
Little Buffalo

L'histoire des revendications territoriales du Lac Lubicon remonte au mois de mai 1899. À ce moment-là, les négociateurs d'Ottawa ont signé le Traité 8 près de ce qui est maintenant Grouard, du côté ouest du Lesser Slave Lake. Les négociateurs sont ensuite montés vers le nord, le long de la rivière Athabasca et de la rivière de la Paix. Mais, en allant vers le Nord, ils ont manqué certaines tribus dans les hautes terres.

Au cours des années suivantes, les Autochtones du Lac Lubicon ont appris que des traités avaient été signés, et ils ont envoyé des émissaires¹ rencontrer les agents des Affaires indiennes². Mais plutôt

que de reconnaître les Autochtones du Lac Lubicon comme une tribu distincte, les agents les ont simplement inscrits sur des listes de tribus existantes et les ont renvoyés chez eux avec leur allocation annuelle de 5 \$. Finalement, en 1939, Ottawa a envoyé un comité rencontrer les Autochtones du Lac Lubicon et leur a accordé leur propre réserve. [...]

Pendant les quatre décennies suivantes, les Autochtones du Lac Lubicon ont continué à vivre sur ce qui était considéré comme les terres de la Couronne, sans droits et sans rien dire. Les choses n'ont pas beaucoup changé.

— traduction du Edmonton Journal

¹émissaires — représentants

²agents des Affaires indiennes — terme utilisé au moment de la négociation des traités pour désigner les représentants du gouvernement chargés de négocier avec les Autochtones

Stolte, Elise. "New Generation Takes up Cause in Little Buffalo." *Edmonton Journal*, 12 janvier 2009, sec. A, p. 1. Matériel traduit et réimprimé avec la permission expresse du : "EDMONTON JOURNAL", une division de Postmedia Network Inc.

Source III

L'extrait suivant est tiré d'un article publié en mars 2007.

Selon Alan Maitland, le négociateur provincial dans le dossier des Autochtones du Lac Lubicon, les commissaires au traité ont reconnu en 1899 qu'ils n'avaient pas inscrit tous les Autochtones qui étaient touchés par le Traité 8. Ils ont estimé qu'ils en ont manqué 500. Mais, selon Maitland, d'après la loi, le titre autochtone de chaque personne des Premières nations vivant dans la région a été annulé quand le traité est entré en vigueur. D'après lui, la province a réussi à négocier les revendications territoriales d'autres Premières nations qui étaient initialement exclues du Traité 8 mais qui avaient accepté d'en faire partie.

« On n'a vraiment pas de chance avec les Autochtones du Lac Lubicon », a-t-il déclaré. [...]

Maitland a ajouté que les Autochtones du Lac Lubicon ont le droit de chasser, de pêcher et de capturer des animaux sur leurs terres ancestrales; et que le gouvernement a promis de consulter les Premières nations sur les questions relatives aux sables bitumineux sur ces terres. Mais il a ajouté que, jusqu'à maintenant, les Autochtones du Lac Lubicon ont refusé de participer à de telles consultations.

— traduction de *Alberta Views*

Steele, Amy. "No Deal." *Alberta Views*, mars 2007.

VII. Les questions 23 à 26 à la page 38 portent sur les sources suivantes.

Source I

L'absence fait pousser nos légumes
Les Mexicains qui travaillent dans la région d'Edmonton jusqu'à 8 mois par année doivent dire adieu à leur vie de famille.

Article publié le 20 novembre 2008 par Angela Brunshot dans le journal News & Views

L'automne dernier, quand Manuel Vargas est rentré chez lui après avoir travaillé comme travailleur agricole migrant, sa fille de 14 ans lui a dit à quel point elle était triste qu'il soit parti si longtemps chaque année. Elle lui a dit qu'elle préférerait se déplacer en bicyclette qu'en voiture si cela signifiait qu'il ne partirait plus de chez lui, au Mexique, pour aller travailler au Canada.

Vargas en est à la fin de sa cinquième année comme travailleur agricole migrant au Canada; il est assis dans la cuisine qu'il partage avec les trois autres hommes qui travaillent pour Riverbend Gardens, dans le nord-ouest d'Edmonton. Il sourit et dit à Sergio Manrique, qui agit comme traducteur, que ce doit être à cause du lien spécial entre une fille et son père, parce que ses fils ne font pas de commentaires. Mais, il est bien conscient du sacrifice qu'il doit faire.

« Je suis en train de perdre ma vie de famille », dit-il en espagnol.

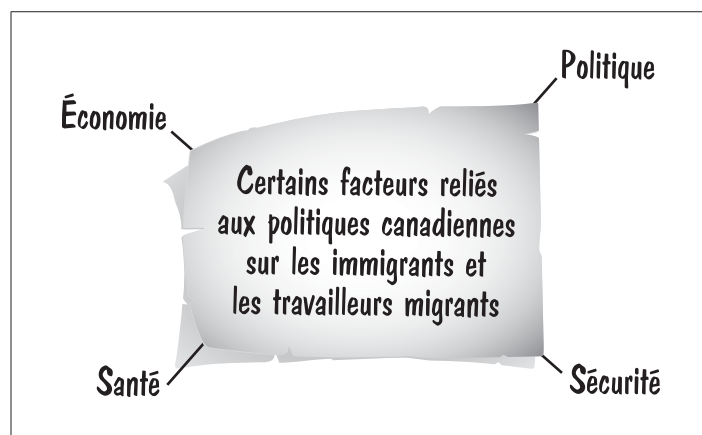
Vargas et les autres hommes récoltent des carottes, du chou et des concombres, parfois jusqu'à 12 heures par jour. Ils sont ici grâce au Programme des travailleurs agricoles saisonniers, une entente conjointe entre le Canada et le Mexique qui leur permet de travailler au Canada pour un maximum de huit mois. Les employeurs doivent prouver qu'ils ne peuvent pas trouver d'employés dans leur communauté avant de pouvoir embaucher des travailleurs à l'aide de ce programme.

Aaron Herbert dirige la ferme avec son épouse Janelle Herbert et travaille dans les champs de légumes avec les travailleurs migrants. Herbert dit qu'il préférerait embaucher des employés locaux, mais que personne à Edmonton ne veut travailler pour 12 \$ de l'heure. De plus, les résidents locaux qui acceptent de travailler à ce prix ne restent pas longtemps et ne sont pas aussi fiables que Vargas et les autres hommes.

— traduction du journal *See Magazine*

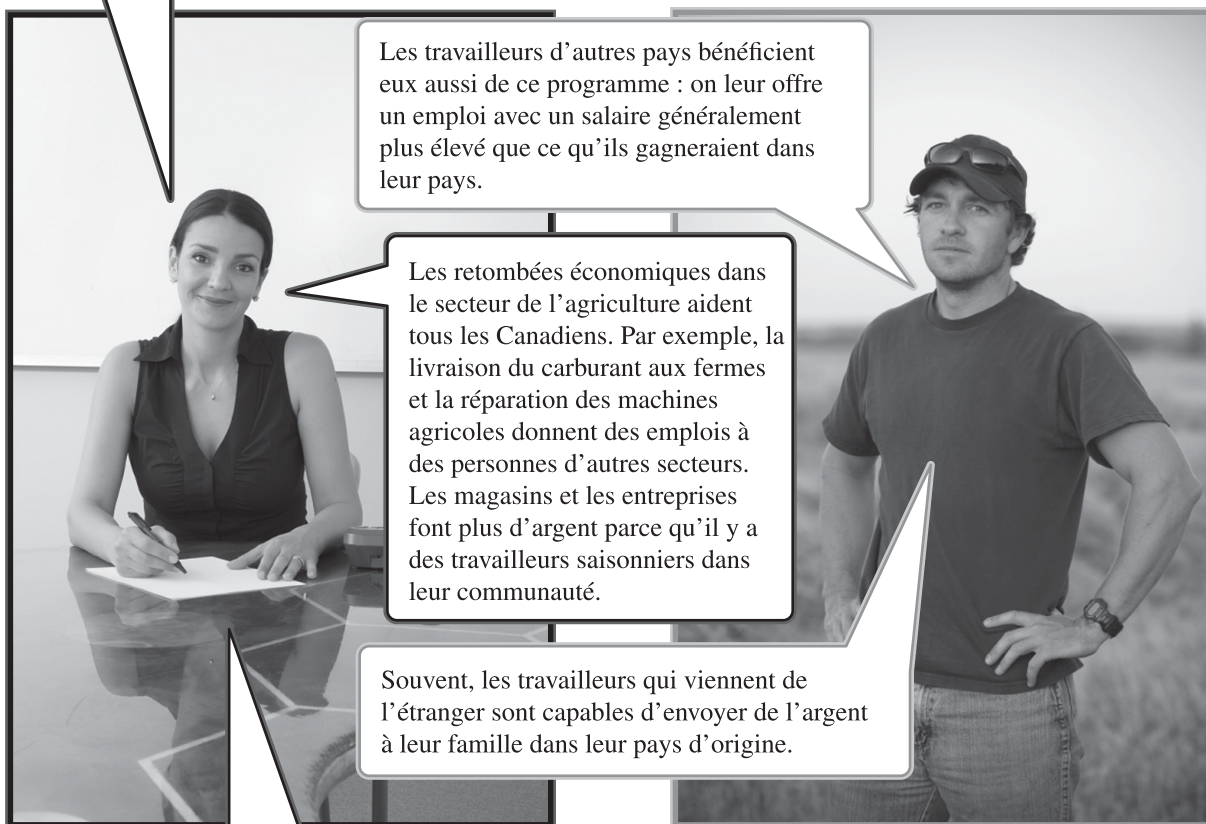
Brunshot, Angela. "Absence Grows Our Vegetables." *See Magazine*, 20 novembre 2008. Traduit et reproduit avec la permission de Great West Newspapers.

Source II



Source III

Je pense que les lois fédérales relatives aux immigrants et aux travailleurs migrants au Canada sont bénéfiques pour toute la société. Ces politiques déterminent les procédures à suivre et les programmes à utiliser pour atteindre les objectifs du gouvernement. Par exemple, le Programme des travailleurs agricoles saisonniers est la façon idéale de régler le problème quand il y a une pénurie de travailleurs.



Les travailleurs d'autres pays bénéficient eux aussi de ce programme : on leur offre un emploi avec un salaire généralement plus élevé que ce qu'ils gagneraient dans leur pays.

Les retombées économiques dans le secteur de l'agriculture aident tous les Canadiens. Par exemple, la livraison du carburant aux fermes et la réparation des machines agricoles donnent des emplois à des personnes d'autres secteurs. Les magasins et les entreprises font plus d'argent parce qu'il y a des travailleurs saisonniers dans leur communauté.

Souvent, les travailleurs qui viennent de l'étranger sont capables d'envoyer de l'argent à leur famille dans leur pays d'origine.

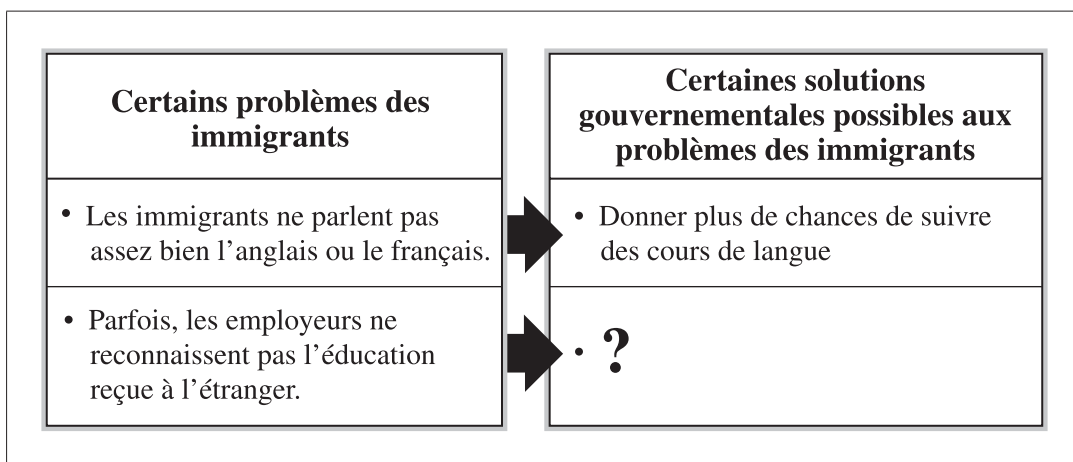
Le gouvernement tente de répondre aux besoins des Canadiens de la meilleure façon possible au moyen de programmes comme le Programme des travailleurs agricoles saisonniers.

VIII. Les questions 27 à 30 à la page 39 portent sur les sources suivantes.

Source I

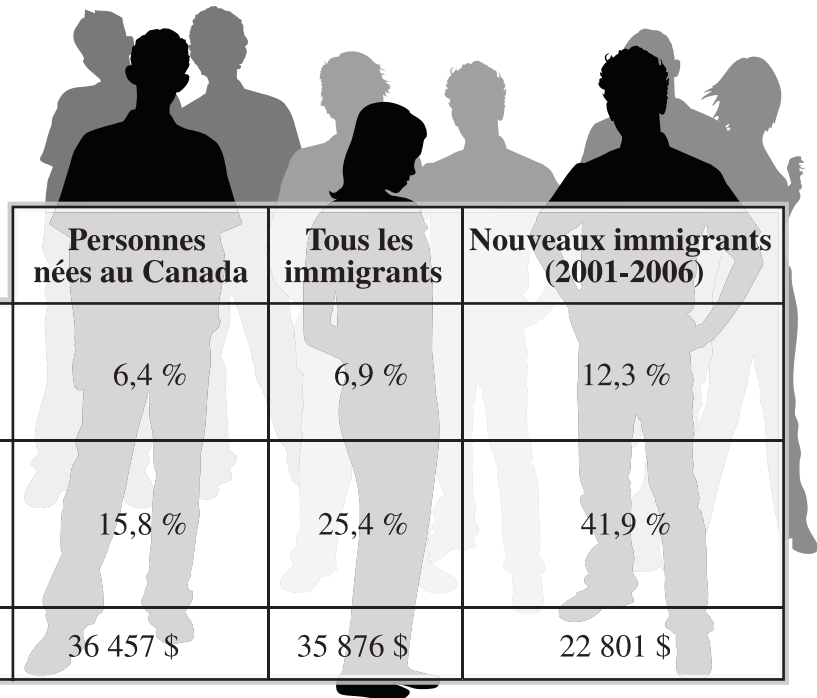
Système de points utilisé par le gouvernement fédéral pour choisir les travailleurs qui veulent immigrer au Canada		
Facteur U	Éducation	Maximum de 25 points
Facteur V	Peut parler anglais ou français	Maximum de 24 points
Facteur W	Expérience de travail	Maximum de 21 points
Facteur X	Âge	Maximum de 10 points
Facteur Y	A déjà trouvé un emploi au Canada	Maximum de 10 points
Facteur Z	Capacité de s'adapter	Maximum de 10 points
Nombre maximal de points possible		Maximum de 100 points
Nombre minimum de points requis pour être qualifié		67 points

Source II



Source III

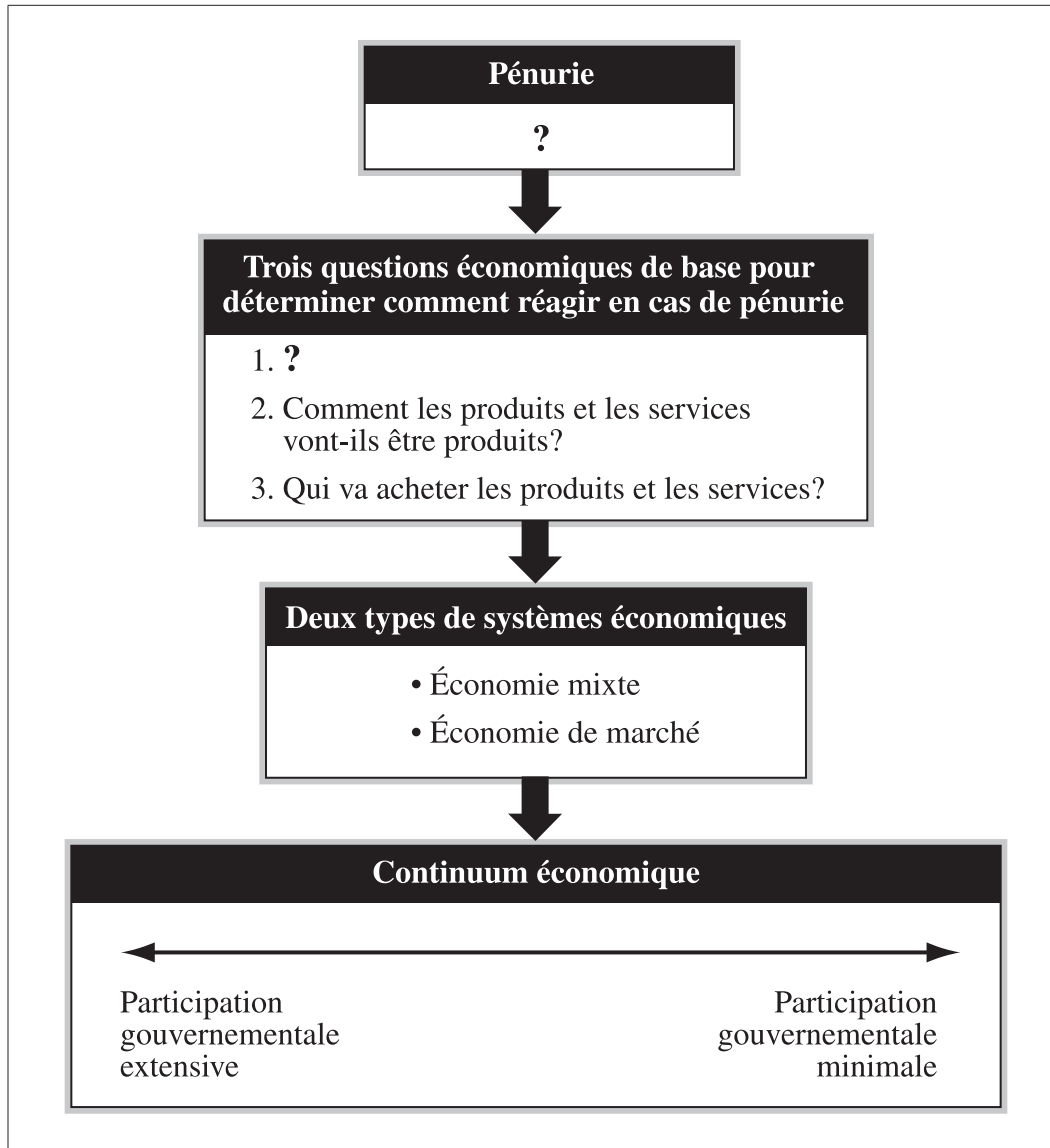
Statistiques sur le taux d'emploi des personnes nées au Canada, le taux d'emploi de tous les immigrants et le taux d'emploi des nouveaux immigrants – 2006



	Personnes nées au Canada	Tous les immigrants	Nouveaux immigrants (2001-2006)
Taux de chômage en 2006	6,4 %	6,9 %	12,3 %
Possède un certificat ou un diplôme universitaire	15,8 %	25,4 %	41,9 %
Revenu moyen	36 457 \$	35 876 \$	22 801 \$

IX. Les questions 31 à 34 à la page 41 portent sur les sources suivantes.

Source I



Source II

Vendredi 8 janvier 2010

De nouveaux appartements pour les sans-abris

Hope Mission et la province promettent de donner 7,3 millions \$ pour construire des appartements

Archie Mclean
Affaires provinciales
Edmonton

Stewart Young regarde des photos sur son iPhone et s'arrête sur une photo de lui qui date de l'an dernier.

« J'étais beaucoup plus désespéré, beaucoup plus malade », dit-il en regardant la photo.

« Je dis toujours qu'une photo vaut mille mots. »

L'an dernier, Stewart Young vivait dans la rue, confronté à un problème d'alcool et de drogue vieux de 40 ans.

Aujourd'hui, grâce à Hope Mission, il ne prend plus de drogues ni d'alcool et il vit dans un appartement à Immigration Hall, au centre-ville. Il espère qu'avec le

nouveau programme de 7,3 millions \$ annoncé jeudi par la province et Hope Mission, d'autres personnes auront la même chance que lui. Cet argent va servir à bâtir 52 nouveaux appartements pour les sans-abris.

La ministre du Logement, Yvonne Fritz, a déclaré que ce programme appuie l'objectif du gouvernement : qu'il n'y ait plus de personnes sans-abris d'ici 2019.

Selon Bruce Reith, le directeur de Hope Mission, les nouveaux appartements vont permettre aux gens de sortir de la rue et de s'installer dans des habitations plus stables où ils vont pouvoir rebâtir leur vie.

— traduction du *Edmonton Journal*

Mclean, Archie. "Apartments Will Get Homeless Off Streets." Tiré du *Edmonton Journal*, 8 janvier 2010, sec. B, p. 1. Matériel traduit et réimprimé avec la permission expresse du : "EDMONTON JOURNAL", une division de Postmedia Network Inc.

Source III

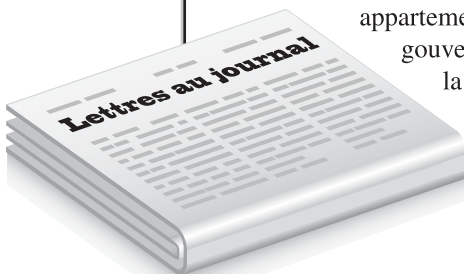
Les lettres au journal reproduites ci-dessous expriment des points de vue sur le partenariat qui a été annoncé le 7 janvier 2010 et qui est décrit à la Source II.

Les gens doivent satisfaire eux-mêmes leurs besoins et leurs désirs. Le gouvernement ne devrait pas être obligé de répondre aux besoins des gens en s'associant à des organisations pour construire des appartements. Si on a besoin de logements pour les personnes à faible revenu, une entreprise peut répondre à ce besoin. Les entreprises deviennent prospères en offrant aux consommateurs ce qu'ils veulent et ce dont ils ont besoin. Je ne pense pas que l'argent des contribuables devrait être utilisé de cette façon.

— Un citoyen inquiet

Ce partenariat entre le gouvernement et les entreprises est formidable parce qu'il va aider les Albertains! Il y a peu de logements disponibles, et ces nouveaux appartements vont définitivement servir. Je suis content de voir que le gouvernement collabore avec des organisations privées pour offrir à la société ce qu'il y a de mieux. Continuez le bon travail!

— Un résidant de l'Alberta

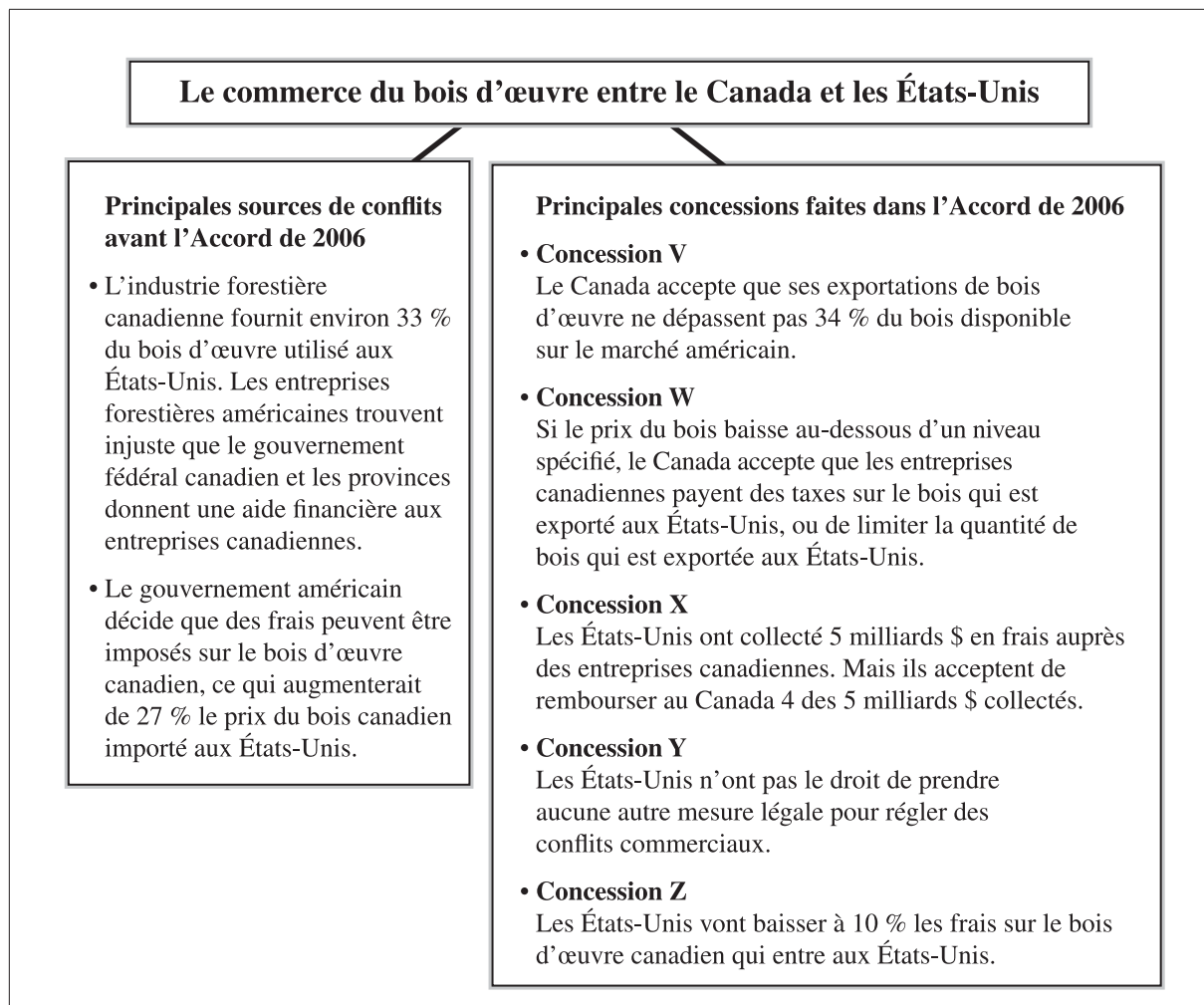


X. Les questions 35 à 38 à la page 42 portent sur les sources suivantes.

Source I

Pratiques reliées à la gestion des forêts au Canada et aux États-Unis	
Canada	États-Unis
Les arbres sont coupés sur des terres de la Couronne.	Les arbres sont coupés sur des terres qui sont des propriétés privées.
Les entreprises forestières obtiennent un permis pour pouvoir couper des arbres sur les terres de la Couronne.	Les entreprises forestières se font la concurrence pour obtenir le droit de couper des arbres. Le prix est basé sur l'offre et la demande.
Pour encourager l'utilisation responsable des ressources, les entreprises forestières doivent payer des frais aux gouvernements provinciaux pour chaque arbre coupé.	Les propriétaires des terres gèrent, vendent ou transfèrent leurs terres comme ils ou elles le veulent.

Source II



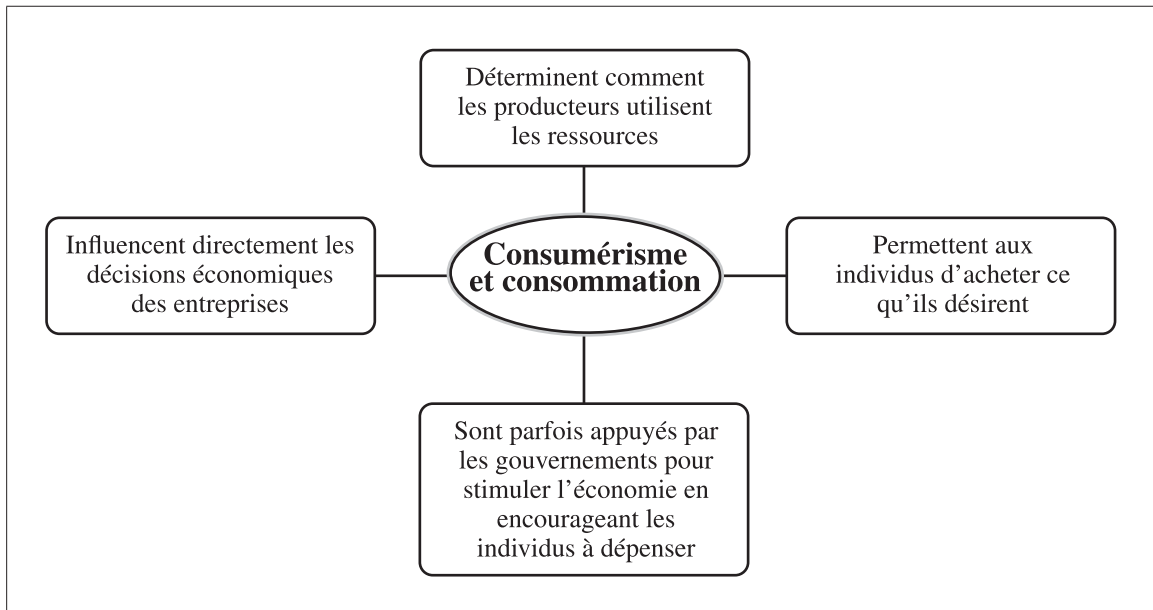
Source III



À noter : La personne illustrée dans la caricature est Stephen Harper, le premier ministre du Canada, en 2006, quand l'Accord sur le bois d'œuvre a été conclu.

XI. Les questions 39 à 42 à la page 43 portent sur les sources suivantes.

Source I



Source II



Source III

Journée du Non-Achat

Qu'est-ce que la Journée du non-achat (JNA)?

La Journée du non-achat est une journée pendant laquelle on met les gens au défi de choisir délibérément de ne pas acheter de produits ou de services pendant une période de 24 heures.

Quand est la JNA?

La JNA a lieu en Amérique du Nord, le vendredi qui suit le jour de l'Action de grâce aux États-Unis. Traditionnellement, cette journée est l'une des journées de magasinage les plus occupées de l'année. Dans certains pays, la JNA a lieu le samedi suivant le jour de l'Action de grâce aux États-Unis.

Où la JNA a-t-elle lieu?

Dans différents pays partout dans le monde.

Qui participe à la JNA?

Tout le monde peut participer à la JNA. C'est un mouvement informel, basé sur l'idée que les gens peuvent choisir consciemment de ne rien acheter pendant une journée.

Pourquoi participer à la JNA?

Le but est d'encourager les gens à s'arrêter et à penser à la quantité de produits et de services qu'ils achètent — et comment cela affecte les autres et l'environnement.

XII. Les questions 43 à 46 à la page 44 portent sur les sources suivantes.



Source I

Plan d'affaires pour la publicité dans les écoles

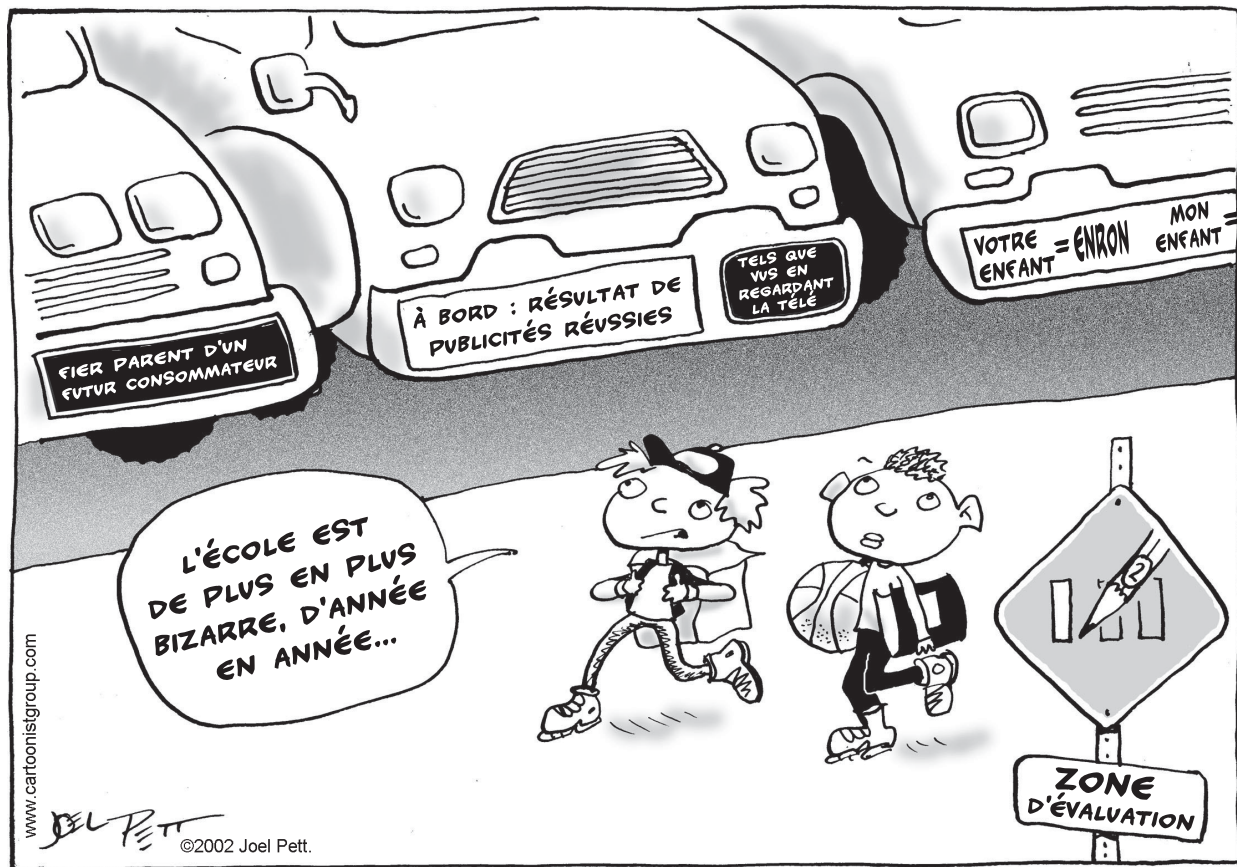
Objectifs de l'entreprise	Bénéfices pour l'entreprise
<ul style="list-style-type: none"> • Agrandir le marché pour les produits 	<ul style="list-style-type: none"> • Plus grand accès aux consommateurs
<ul style="list-style-type: none"> • ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Obtenir des revenus en vendant des produits
<ul style="list-style-type: none"> • Encourager la loyauté envers une marque 	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager les élèves à choisir un produit plutôt qu'un autre et à continuer de l'acheter

Source II

Deux points de vue sur la publicité dans les écoles

<p>Interlocutrice Y</p> <p>La publicité est partout. Pourquoi les élèves ne pourraient-ils pas profiter des avantages du marketing? Si une entreprise veut installer une machine distributrice à l'école et qu'en échange, elle offre un tableau d'affichage et des uniformes à nos équipes sportives, comment est-ce que cela peut nuire à l'école? Les élèves pourraient obtenir de nouveaux ordinateurs et d'autres outils technologiques avec l'argent offert par les entreprises qui veulent faire de la publicité à l'école. Parfois, des entreprises donnent des produits si on accepte d'afficher leur nom. C'est dans le meilleur intérêt de tous. Qu'on laisse les écoles choisir!</p>		<p>Interlocuteur Z</p> <p>En tant que parent, je pense que l'école n'est pas un endroit où faire de la publicité. Les élèves devraient se concentrer sur le travail en classe et non sur les annonces publicitaires. On ne devrait pas appuyer les entreprises qui font de la publicité dans les écoles! La publicité à l'école donne de la crédibilité à certaines entreprises parce que cela suggère que les enseignants et les conseils scolaires appuient ces entreprises et/ou les produits annoncés. L'argent des contribuables devrait servir à répondre aux besoins des écoles. Ne laissons pas le marketing entrer dans nos écoles!</p>	
---	---	---	--

Source III



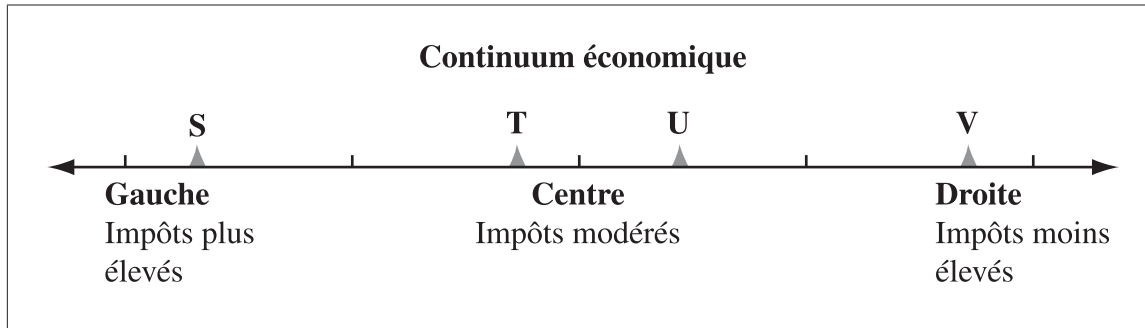
À noter : ENRON était une entreprise d'énergie qui a fait faillite en 2001. Elle est devenue un symbole de la course aux profits et de la corruption des entreprises.

XIII. Les questions 47 à 50 à la page 45 portent sur les sources suivantes.

Source I

Certains points des programmes électoraux des partis politiques pendant les élections fédérales de 2008	
Parti	Promesses électorales
Bloc Québécois	<ul style="list-style-type: none">• Donner un crédit d'impôt de 8 000 \$ aux nouveaux diplômés qui restent au Québec pour travailler• Augmenter les paiements d'assurance-emploi
Parti conservateur du Canada	<ul style="list-style-type: none">• Continuer à réduire les impôts des petites et des moyennes entreprises• Donner un crédit d'impôt allant jusqu'à 5 000 \$ pour l'achat d'une première maison
Parti Vert du Canada	<ul style="list-style-type: none">• Éliminer l'impôt sur le revenu pour les gens qui gagnent 20 000 \$ ou moins par année• Créer plusieurs taxes de « pollueur-payeur », y compris une taxe sur les émissions carboniques, dans le but de diminuer l'usage de combustibles fossiles en rendant leur production plus coûteuse
Parti libéral du Canada	<ul style="list-style-type: none">• Changer le système fiscal canadien pour qu'on paye des impôts sur la pollution plutôt que sur les revenus• Donner jusqu'à 10 000 \$ en aide financière directe, sous forme de crédits d'impôt, à toutes les familles qui investissent dans des mesures d'économie d'énergie comme les systèmes de chauffage efficaces
Nouveau Parti démocratique du Canada	<ul style="list-style-type: none">• Éliminer les exemptions fiscales pour garantir que les entreprises canadiennes payent leurs impôts• Établir le salaire minimum national à 10 \$ de l'heure

Source II



Source III

Interlocuteur W



Je ne pense pas que le parti au pouvoir devrait nous surtaxer pour répondre aux besoins de ceux qui ne travaillent pas aussi fort que moi. Le bien public est possible parce que les gens prennent soin d'eux-mêmes et le gouvernement aide les personnes qui ne peuvent pas répondre à leurs besoins de base. Je veux soutenir un parti politique qui me laisse la liberté de réussir ou non.

Interlocutrice X



Je pense que le gouvernement devrait s'occuper du bien commun. Je suis prête à payer des impôts pour vivre dans un pays où le gouvernement partage les richesses entre les citoyens. Je soutiens les partis politiques dont l'objectif est le bien public basé sur la coopération entre les citoyens du pays.

Interlocutrice Y



Je ne pense pas que nous devrions payer des impôts. Nous devrions tout privatiser et enlever au gouvernement le contrôle des entreprises. Les gens devraient être totalement autonomes. Je soutiendrais un parti politique qui serait assez audacieux pour favoriser ces idées.

Interlocuteur Z



Je crois que toutes les entreprises et tous les biens devraient appartenir au gouvernement. Si on répondait aux besoins de tous, nous aurions tous l'occasion de faire de notre mieux dans l'emploi qui nous a été donné. Un parti politique qui prend soin de moi est celui que je soutiendrais.

Test de rendement — 9^e année

Études sociales

Livret de questions

Description

Ce test de rendement d'Études sociales 9^e année comprend deux livrets :

- le **Livret de questions**, qui contient 50 questions à choix multiple
- le **Livret de sources**, qui contient 13 séries de sources

Ce test est conçu pour être fait en 80 minutes, mais tu peux prendre 30 minutes de plus pour le faire.

Tu peux écrire dans ce livret si tu penses que cela peut t'aider.

Assure-toi de noter toutes tes réponses aux questions à choix multiple sur la feuille de réponses qui accompagne le test.

2012

Instructions

- Tu **ne peux pas** utiliser un dictionnaire, un thésaurus ou tout autre ouvrage de référence.
- Assure-toi d'avoir un **Livret de questions** et un **Livret de sources**.
- Assure-toi que le numéro de la question sur la feuille de réponses est le même que le numéro de la question à laquelle tu es en train de répondre.
- Lis attentivement chaque question et choisis **la bonne** ou **la meilleure** réponse.

Exemple

Un sujet de discussion que l'on comprend **mieux** en examinant attentivement divers points de vue et perspectives s'appelle

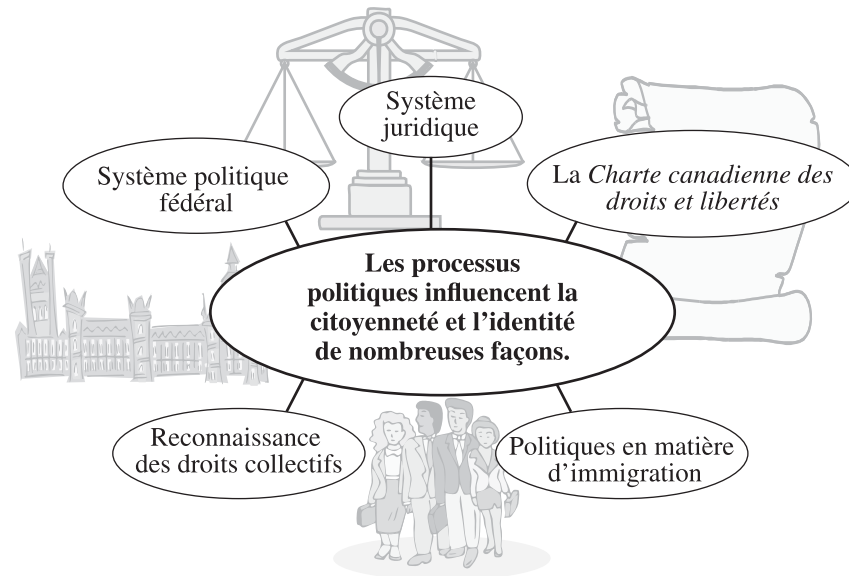
- A. un fait
- B. une problématique
- C. une source
- D. un exemple

Feuille de réponses

Ⓐ ● Ⓒ Ⓓ

- Utilise **seulement** un crayon à mine **HB** pour noter tes réponses.
- Si tu changes une réponse, **efface complètement** ta première réponse.
- Réponds à toutes les questions.

Première partie Problématiques pour les Canadiens : droits et gouvernance



Les séries de sources I à VIII et les questions 1 à 30 portent sur les droits et la gouvernance au Canada.

Tu devrais prendre environ 50 minutes pour répondre à ces 30 questions à choix multiple.

I. Utilise les sources aux pages 4 et 5 pour répondre aux questions 1 à 4.

1. Dans la Source I, par lequel des énoncés suivants peut-on remplacer correctement le point d'interrogation sous le titre « Membres »?
 - A. Plusieurs représentants sont élus dans chaque circonscription.
 - B. Les membres peuvent occuper leur poste seulement pendant un mandat.
 - C. La représentation selon la population détermine la distribution des sièges.
 - D. Les membres doivent obtenir au moins la moitié des votes dans une circonscription pour être élus.

2. Un partisan du système électoral en place présentement au Canada appuierait **fort probablement** l'information présentée dans la Source II parce que
 - A. le gouvernement encourage tous les citoyens à voter
 - B. les électeurs influencent les lois gouvernementales
 - C. le parti politique qui obtient le plus de sièges va former un gouvernement majoritaire
 - D. les citoyens qui participent jouent un rôle important en déterminant quel parti politique va former le gouvernement

3. Un système électoral basé sur les idées de l'Interlocutrice Z, à la Source IV, aurait permis à quels partis politiques, à la Source III, d'obtenir plus de sièges aux élections de 2008 que ce qu'ils ont réellement obtenu?
 - A. Le Nouveau Parti démocratique et le Parti Vert du Canada
 - B. Le Parti conservateur du Canada et le Parti libéral du Canada
 - C. Le Parti conservateur du Canada et le Parti Vert du Canada
 - D. Le Nouveau Parti démocratique du Canada et le Bloc Québécois

4. Dans leur ensemble, les quatre sources portent **le plus clairement** sur laquelle des problématiques suivantes?
 - A. Dans quelle mesure le parti politique qui forme le gouvernement reflète-t-il les choix des électeurs qui ont voté aux élections fédérales?
 - B. Devrait-on limiter le nombre de candidats que les partis politiques peuvent présenter aux élections fédérales?
 - C. Devrait-il y avoir plus de partis politiques à mesure que la population du Canada augmente?
 - D. Dans quelle mesure les médias devraient-ils influencer le parti politique au pouvoir au Canada?

II. Utilise les sources aux pages 6 et 7 pour répondre aux questions 5 à 8.

5. Ce qu'on peut inférer de l'énoncé « Cela peut influencer la façon dont les Canadiens considèrent les problématiques » (Source I, Point de vue Y), c'est qu'on doit évaluer
- A. la complexité des messages des médias
 - B. l'originalité dans les messages des médias
 - C. la clarté des messages des médias
 - D. les préjugés dans les messages des médias
6. Le point d'interrogation qui se trouve dans la Source II représente
- A. le Sénat
 - B. les groupes de pression
 - C. les partis politiques
 - D. la Tribune de la presse parlementaire
7. La description des médias de la Source IV contredit l'information présentée dans la Source III en suggérant que
- A. les partis d'opposition manipulent les médias
 - B. les électeurs sont objectifs quand ils évaluent les nouvelles politiques
 - C. les médias supervisent les activités des partis politiques
 - D. le parti au pouvoir a plus d'influence sur les électeurs que les partis d'opposition
8. Ensemble, ces quatre sources sont centrées **surtout** sur l'importance de
- A. la capacité des électeurs de participer aux élections
 - B. la possibilité pour les citoyens d'exprimer leur opinion
 - C. l'échange d'informations à l'intérieur du système politique du Canada
 - D. l'équilibre entre les différents pouvoirs du gouvernement du Canada

III. Utilise les sources aux pages 8 et 9 pour répondre aux questions 9 à 11.

9. Une personne qui critiquerait les messages présentés à la Source I croirait **fort probablement** que l'information de la Source II justifie qu'on
- A. donne des peines autres que l'emprisonnement
 - B. exempte les femmes d'aller en prison
 - C. donne des peines sévères aux criminels
 - D. finance davantage les prisons
10. L'organisation décrite à la Source III est un exemple de
- A. comité parlementaire nommé et non élu
 - B. groupe de défense des droits
 - C. parti politique
 - D. syndicat
11. Quand on considère les trois sources ensemble, laquelle des questions suivantes est soulevée **le plus directement** dans les sources?
- A. Devrait-on prendre des mesures alternatives quand on détermine la peine des criminels condamnés?
 - B. Les femmes coupables de crimes devraient-elles recevoir des peines différentes des hommes coupables de crimes?
 - C. Devrait-on prendre en considération l'âge des criminels condamnés quand on détermine leur peine?
 - D. Devrait-on prendre en considération les coûts de l'emprisonnement quand on détermine la peine des criminels?

IV. Utilise les sources aux pages 10 et 11 pour répondre aux questions 12 à 15.

12. À la Source I, le caricaturiste suggère **le plus clairement** que les mesures visant à préserver la sécurité nationale peuvent
- A. limiter la liberté d'information
 - B. limiter les droits et libertés de la personne
 - C. faire passer les droits de la personne avant le bien public
 - D. entraîner des amendements aux droits et libertés dans la constitution
13. À la Source II, la définition du terrorisme présentée dans l'Objectif Z contrevient **le plus directement** à l'article de la *Charte canadienne des droits et libertés* qui porte sur
- A. les garanties juridiques
 - B. les droits à l'égalité
 - C. la liberté de circulation et d'établissement
 - D. les droits démocratiques
14. La Source III révèle que la *Loi antiterroriste* a été adoptée à la suite
- A. des événements survenus dans le monde
 - B. de la demande populaire
 - C. des pressions d'autres pays
 - D. de la contestation judiciaire des lois existantes
15. Les trois sources se rapportent à la question de trouver un équilibre entre
- A. les intérêts de la majorité et les besoins des minorités
 - B. les droits des personnes et le bien-être de toute la société
 - C. l'autorité du pouvoir législatif et l'autorité du pouvoir judiciaire
 - D. les intérêts des victimes d'actes criminels et les intérêts des accusés

V. Utilise les sources aux pages 12 et 13 pour répondre aux questions 16 à 18.

16. La législation décrite dans la Source I illustre les efforts du gouvernement du Québec pour
- A. favoriser le bilinguisme
 - B. promouvoir le développement économique
 - C. préserver la langue de la minorité anglophone
 - D. sauvegarder la langue de la communauté francophone
17. En ce qui concerne les décisions de la Cour suprême du Canada présentées dans la Source II, un anglophone résidant au Québec serait **fort probablement**
- A. en accord, car la liberté de circulation et d'établissement est garantie
 - B. en désaccord, car le bilinguisme officiel est ignoré
 - C. en désaccord, car la liberté d'association n'est pas reconnue
 - D. en accord, car les droits linguistiques des minorités sont reconnus
18. D'après les Sources I et II, le point d'interrogation dans la Source III représente l'adoption, au Canada, d'une loi sur
- A. l'économie
 - B. la Constitution
 - C. l'immigration
 - D. les frontières provinciales

VI. Utilise les sources aux pages 14 et 15 pour répondre aux questions 19 à 22.

19. Du point de vue du gouvernement canadien, l'information de la Source I est reliée **de plus près** à la reconnaissance constitutionnelle des
- A. droits et garanties juridiques
 - B. droits collectifs
 - C. droits individuels
 - D. droits démocratiques
20. L'expression « terres de la Couronne » (Source II) fait référence aux terres qui sont contrôlées par
- A. le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux
 - B. le gouvernement fédéral et les Autochtones du Lac Lubicon
 - C. les Autochtones du Lac Lubicon et l'Assemblée des Premières nations
 - D. l'Assemblée des Premières nations et les gouvernements provinciaux
21. À la Source III, Alan Maitland suggère que les négociations en vue de régler les revendications territoriales doivent inclure des consultations avec les Autochtones du Lac Lubicon au sujet
- A. des animaux sauvages qui vivent dans la région
 - B. des écosystèmes fragiles qui se trouvent dans la région
 - C. de la production agricole dans la région
 - D. du développement économique dans la région
22. L'information présentée dans les trois sources porte **le plus clairement** sur laquelle des questions suivantes?
- A. Comment les traités reconnaissent-ils l'autonomie gouvernementale?
 - B. Dans quelles conditions les nouveaux traités devraient-ils être signés?
 - C. Comment le gouvernement canadien répond-il aux revendications territoriales des Premières nations?
 - D. Comment les Canadiens encouragent-ils les gouvernements à régler les revendications territoriales des Premières nations?

VII. Utilise les sources aux pages 16 et 17 pour répondre aux questions 23 à 26.

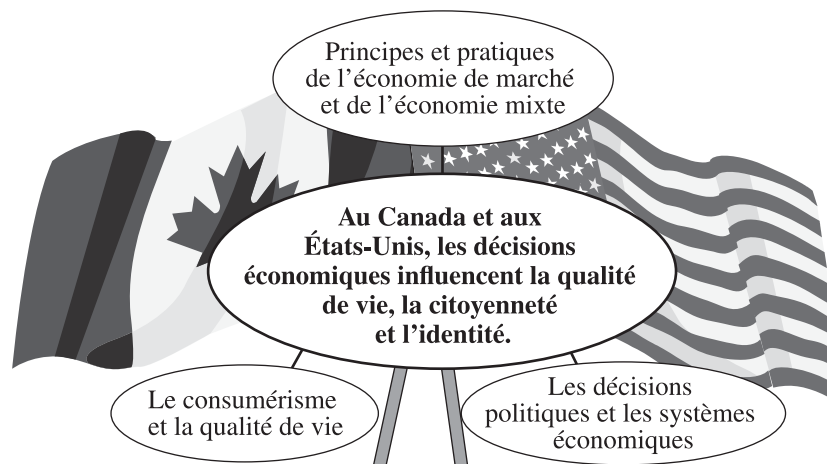
23. Lequel des énoncés suivants de la Source I est relié **le plus directement** au facteur « Politique » à la Source II?
- A. « Sergio Manrique, qui agit comme traducteur »
 - B. « une entente conjointe entre le Canada et le Mexique »
 - C. « sa cinquième année comme travailleur agricole migrant au Canada »
 - D. « personne à Edmonton ne veut travailler pour 12 \$ de l'heure »
24. Le facteur « Économie », à la Source II, est relié **de plus près** au fait
- A. de créer de nouveaux emplois
 - B. d'assurer la sécurité des Canadiens
 - C. d'offrir des possibilités de s'instruire
 - D. de préserver les ressources naturelles du Canada
25. Un partisan des idées présentées à la Source III affirmerait **fort probablement** que le gouvernement fédéral devrait
- A. augmenter le salaire de tous les travailleurs au Canada
 - B. embaucher des travailleurs locaux pour combler les postes vacants au Canada
 - C. adopter de nouveaux règlements sur la sécurité dans les milieux de travail au Canada
 - D. continuer de permettre à des étrangers de travailler au Canada
26. Considérées dans leur ensemble, les trois sources examinent **le plus directement** à quel point le Programme des travailleurs agricoles saisonniers
- A. est avantageux pour le Canada
 - B. a l'appui des citoyens canadiens
 - C. affecte le salaire des travailleurs canadiens
 - D. influence le taux de chômage au Canada

VIII. Utilise les sources aux pages 18 et 19 pour répondre aux questions 27 à 30.

27. Le système de points décrit à la Source I démontre qu'on accepte les immigrants qui vont
- A. avoir des enfants au Canada
 - B. suivre une formation pour avoir un emploi au Canada
 - C. faire une contribution importante au Canada
 - D. appuyer les décisions gouvernementales au Canada
28. Laquelle des solutions possibles suivantes remplacerait **le mieux** le point d'interrogation à la Source II?
- A. Introduire des programmes sociaux
 - B. Reconnaître la formation des candidats
 - C. Renforcer la réglementation sur la sécurité au travail
 - D. Augmenter le niveau d'éducation nécessaire pour les candidats
29. D'après la Source III, on peut inférer que les « Nouveaux immigrants » au Canada ont des forces associées **de plus près** à quel facteur de la Source I?
- A. Au Facteur U
 - B. Au Facteur W
 - C. Au Facteur X
 - D. Au Facteur Z
30. Sur lequel des objectifs suivants de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* de 2002 les trois sources portent-elles **le plus directement**?
- A. Soutenir le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada
 - B. Respecter le caractère bilingue et multiculturel du Canada
 - C. Offrir des avantages sociaux et économiques à tous les Canadiens
 - D. Regrouper les Canadiens avec les membres de leur famille

Deuxième partie

Problématiques pour les Canadiens : les systèmes économiques du Canada et des États-Unis



Les séries de sources IX à XIII et les questions 31 à 50 portent sur les problématiques associées aux systèmes économiques du Canada et des États-Unis.

Tu devrais prendre environ 30 minutes pour répondre à ces 20 questions à choix multiple.

IX. Utilise les sources aux pages 20 et 21 pour répondre aux questions 31 à 34.

31. Dans la Source I, le point d'interrogation sous le mot « Pénurie » peut être remplacé par laquelle des définitions suivantes?
- A. Des ressources illimitées pour satisfaire des besoins et des désirs illimités
 - B. Des ressources illimitées pour satisfaire des besoins et des désirs limités
 - C. Des ressources limitées pour satisfaire des besoins et des désirs illimités
 - D. Des ressources limitées pour satisfaire des besoins et des désirs limités
32. À la Source I, laquelle des questions suivantes remplacerait correctement le point d'interrogation sous le titre « Trois questions économiques de base pour déterminer comment réagir en cas de pénurie »?
- A. Quelle est la qualité des biens et des services produits?
 - B. Quels produits et services va-t-on produire?
 - C. Quels produits et services sont offerts présentement?
 - D. Quels produits et services vont générer le plus de profits?
33. L'information de la Source III suggère que le « résidant de l'Alberta » pense **fort probablement** que le partenariat décrit à la Source II va
- A. favoriser l'innovation
 - B. encourager l'autosuffisance
 - C. assurer le bien-être collectif de la société
 - D. encourager la concurrence entre les membres de la société
34. Considérées dans leur ensemble, les trois sources portent **le plus directement** sur laquelle des questions suivantes?
- A. Quels sont les impacts de la pénurie sur le consumérisme et la consommation?
 - B. Le gouvernement devrait-il réduire les impôts quand il y a des pénuries?
 - C. Comment la pénurie affecte-t-elle le prix des produits et des services?
 - D. Dans quelle mesure le gouvernement devrait-il intervenir dans l'économie pour réduire les pénuries?

X. Utilise les sources aux pages 22 et 23 pour répondre aux questions 35 à 38.

35. Lequel des détails suivants de la Source I démontre une pratique qui illustre le rôle du gouvernement dans une économie mixte?
- A. « Les arbres sont coupés »
 - B. « les entreprises forestières doivent payer des frais aux gouvernements provinciaux pour chaque arbre coupé »
 - C. « des terres qui sont des propriétés privées »
 - D. « Les entreprises forestières se font la concurrence pour obtenir le droit de couper des arbres. »
36. À la Source II, lesquelles des concessions profitent **le plus directement** au Canada?
- A. Les Concessions V, W et X
 - B. Les Concessions V, X et Y
 - C. Les Concessions W, Y et Z
 - D. Les Concessions X, Y et Z
37. Une des conclusions qu'on peut tirer du portrait de Stephen Harper présenté dans la Source III est qu'il ne se préoccupe pas
- A. de l'impact que l'Accord sur le bois d'œuvre a sur les consommateurs
 - B. de l'effet que l'Accord sur le bois d'œuvre a sur les futures discussions commerciales
 - C. des conséquences des concessions incluses dans l'Accord sur le bois d'œuvre
 - D. de l'importance des principales problématiques exclues de l'Accord sur le bois d'œuvre
38. Ensemble, les trois sources démontrent **le plus directement** dans quelle mesure
- A. les gouvernements devraient jouer un rôle dans l'économie
 - B. les activités des entreprises devraient être basées seulement sur les profits
 - C. les lois devraient être créées pour protéger les entreprises privées
 - D. les gouvernements devraient favoriser le bien commun de la société

XI. Utilise les sources aux pages 24 et 25 pour répondre aux questions 39 à 42.

39. Dans la Source I, la théorie économique au centre du diagramme encourage
- A. les intérêts personnels
 - B. les programmes sociaux
 - C. la planification gouvernementale
 - D. l'innovation technologique
40. Le message de la Source II est relié **le plus clairement** à laquelle des phrases suivantes de la Source I?
- A. « Déterminent comment les producteurs utilisent les ressources »
 - B. « Permettent aux individus d'acheter ce qu'ils désirent »
 - C. « Influencent directement les décisions économiques des entreprises »
 - D. « Sont parfois appuyés par les gouvernements pour stimuler l'économie en encourageant les individus à dépenser »
41. La décision d'un individu de « choisir délibérément de ne pas acheter de produits ou de services » (Source III) est un exemple de
- A. publicité concurrentielle
 - B. négociation collective
 - C. boycottage de produits
 - D. grève générale
42. Laquelle des questions suivantes est reliée **le plus directement** à l'information présentée dans les trois sources?
- A. Dans quelle mesure les activités des producteurs devraient-elles être réglementées par les lois gouvernementales?
 - B. Dans quelle mesure les consommateurs devraient-ils faire des choix informés quand ils achètent des produits et des services?
 - C. Dans quelle mesure les producteurs devraient-ils produire des produits et des services respectueux de l'environnement?
 - D. Dans quelle mesure les consommateurs devraient-ils connaître les règles sur la santé et la sécurité quand ils achètent des produits?

XII. Utilise les sources aux pages 26 et 27 pour répondre aux questions 43 à 46.

43. À la Source I, lequel des énoncés suivants pourrait remplacer correctement le point d'interrogation sous le titre « Objectifs de l'entreprise »?
- A. Obtenir des réductions d'impôts
 - B. Bénéficiaire de financement public
 - C. Conserver les ressources
 - D. Générer des profits
44. À la Source II, si seulement une entreprise était autorisée à « faire de la publicité à l'école », cela produirait
- A. un monopole sur la publicité
 - B. des pertes d'emplois dans l'industrie de la publicité
 - C. une augmentation de la concurrence entre les entreprises de publicité
 - D. la création d'un groupe de pression représentant les entreprises de publicité
45. Les détails de la Source III suggèrent que le caricaturiste est **fort probablement**
- A. en faveur de la publicité dans les écoles
 - B. contre les politiques scolaires qui interdisent la publicité
 - C. contre l'influence de la publicité dans les écoles
 - D. en faveur que le gouvernement approuve la publicité dans les écoles
46. Laquelle des questions suivantes est reflétée **le plus directement** dans les trois sources?
- A. Devrait-on utiliser les dons privés pour financer les programmes dans les écoles?
 - B. Les entreprises devraient-elles financer des bourses d'études?
 - C. Les gouvernements devraient-ils faire de la publicité dans les écoles?
 - D. Devrait-on permettre la publicité dans les écoles?

XIII. Utilise les sources aux pages 28 et 29 pour répondre aux questions 47 à 50.

47. À la Source I, laquelle des promesses électorales suivantes fait référence à un programme social?
- A. « Augmenter les paiements d'assurance-emploi »
 - B. « Donner un crédit d'impôt allant jusqu'à 5 000 \$ pour l'achat d'une première maison »
 - C. « Éliminer l'impôt sur le revenu pour les gens qui gagnent 20 000 \$ ou moins par année »
 - D. « Changer le système fiscal canadien pour qu'on paye des impôts sur la pollution plutôt que sur les revenus »
48. D'après les points des plateformes électorales de la Source I, lequel des partis politiques suivants serait-il **le plus approprié** de placer au point V dans la Source II?
- A. Le Bloc Québécois
 - B. Le Parti libéral du Canada
 - C. Le Parti conservateur du Canada
 - D. Le Nouveau Parti démocratique du Canada
49. Les interlocuteurs de la Source III qui ont les points de vue **les plus opposés** à propos du rôle que le gouvernement devrait jouer dans l'économie sont
- A. l'Interlocuteur W et l'Interlocutrice X
 - B. l'Interlocuteur W et l'Interlocuteur Z
 - C. l'Interlocutrice X et l'Interlocutrice Y
 - D. l'Interlocutrice Y et l'Interlocuteur Z
50. Ensemble, les trois sources contiennent de l'information qui porte **le plus directement** sur laquelle des questions suivantes?
- A. Combien les partis politiques dépensent-ils durant les campagnes électorales au Canada?
 - B. Comment les revenus du gouvernement devraient-ils être utilisés pour répondre aux besoins des Canadiens?
 - C. Dans quelle mesure les Canadiens devraient-ils s'informer sur les questions politiques?
 - D. Pourquoi est-il important de voter au Canada?

*Tu as terminé le test.
S'il te reste du temps, tu peux revoir tes réponses.*

Plan d'ensemble et description des questions du test de rendement 2012

Le plan d'ensemble suivant montre les catégories de notation et les sections du test (sections du contenu du programme) dans lesquelles ces questions étaient classées dans le Test de rendement d'Études sociales 9 administré en 2012.

	Savoirs ¹	Compétences et processus ²	Nombre (pourcentage) de questions
<p>Les systèmes politique et juridique (9.1.4, 9.1.5)³ Les élèves analysent la structure du système politique fédéral du Canada et le rôle des citoyens et des organisations dans le système juridique du Canada en explorant et en réfléchissant sur les questions et les problématiques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la façon dont les lois sont adoptées au Canada • aux directions générales du gouvernement fédéral • à la façon dont les députés et les sénateurs sont choisis • à l'obligation pour les députés et les sénateurs de rendre des comptes • au rôle des partis politiques fédéraux • au rôle des médias dans les questions politiques 	1 5 6 10 4 (8 %)	2 8 3 9 4 11 7 7 (14 %)	11 (22 % de la note totale du test)
<p>Les droits individuels et collectifs (9.1.6, 9.1.7)³ Les élèves évaluent d'un point de vue critique les répercussions de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> sur les processus législatifs du Canada et comment la demande croissante de reconnaissance des droits collectifs a eu des répercussions sur les processus législatifs au Canada en explorant et en réfléchissant sur les questions et les problématiques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la reconnaissance des droits individuels • à l'exercice des droits individuels • aux conditions de travail • aux droits et responsabilités des citoyens • à la reconnaissance des droits collectifs • aux besoins des minorités francophones 	13 18 19 20 4 (8 %)	12 17 14 21 15 22 16 7 (14 %)	11 (22 % de la note totale du test)
<p>L'immigration (9.1.8)³ Les élèves évaluent d'un point de vue critique comment les processus législatifs abordent les questions de l'immigration en explorant et en réfléchissant sur les questions et les problématiques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux facteurs influant sur les politiques d'immigration • aux changements apportés aux politiques canadiennes sur l'immigration et les réfugiés • à l'immigration et aux peuples autochtones 	23 24 27 3 (6 %)	25 29 26 30 28 5 (10 %)	8 (16 % de la note totale du test)
<p>La prise de décision économique (9.2.4)³ Les élèves analysent les principes et les pratiques d'une économie de marché et d'une économie mixte en explorant et en réfléchissant sur les questions et les problématiques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux principes d'une économie de marché • à l'intervention du gouvernement • à l'économie mixte du Canada • au rôle des consommateurs dans une économie de marché et dans une économie mixte 	31 32 35 3 (6 %)	33 37 34 38 36 5 (10 %)	8 (16 % de la note totale du test)
<p>Le consumérisme, la qualité de la vie et la prise de décisions politiques (9.2.5, 9.2.6)³ Les élèves évaluent d'un point de vue critique la relation qui existe entre le consumérisme et la qualité de la vie au Canada et aux États-Unis et l'interdépendance entre les décisions politiques et les systèmes économiques en explorant et en réfléchissant sur les questions et les problématiques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux indicateurs de la qualité de vie • au comportement des consommateurs • à la façon dont le marketing influence le consumérisme • au consumérisme et la qualité de vie • au consumérisme en tant que pouvoir de masse 	39 41 43 44 47 5 (10 %)	40 48 42 49 45 50 46 7 (14 %)	12 (24 % de la note totale du test)
Nombre (pourcentage) de questions	19 (38 % de la note totale du test)	31 (62 % de la note totale du test)	50 (100 % de la note totale du test)

¹**Savoirs** : l'étendue et la profondeur de l'information, des concepts, des éléments de preuve, des idées et des opinions essentiels à la prise de décisions telles que définies dans le Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

²**Compétences et processus** : l'application d'une pensée critique et créatrice, d'une démarche historique, de compétences d'ordre géographique, de la prise de décisions, de la résolution de problèmes et des connaissances médiatiques à des situations pertinentes telles que définies dans le Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

³Les chiffres en caractère gras entre parenthèses renvoient aux résultats d'apprentissage spécifiques du Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

Le tableau ci-dessous fournit de l'information sur chaque question : la bonne réponse, le niveau de difficulté (le pourcentage d'élèves qui ont bien répondu à la question dans la version française du test), la catégorie de notation, l'élément du programme évalué, ainsi que la description de la question.

Question	Clé	Diff. %	Catégorie de notation	Élément du programme évalué	Description de la question
1	C	41,3	Savoirs	Systèmes politique et juridique	Connaitre le principe sur lequel est fondée la fonction de membre de la Chambre des communes (RAS 9.1.4)
2	D	76,5	Compétences et processus	Systèmes politique et juridique	Déterminer ce que penserait un partisan du système électoral actuellement en place au Canada de l'information présentée dans des graphiques (RAS 9.C.1)
3	A	64,5	Compétences et processus	Systèmes politique et juridique	Examiner un changement au système électoral canadien actuel pour déterminer quels partis politiques auraient obtenu plus de sièges à une élection fédérale (RAS 9.C.1)
4	A	83,7	Compétences et processus	Systèmes politique et juridique	Faire une généralisation sur l'aspect du système électoral canadien auquel les quatre sources sont le plus clairement reliées (RAS 9.C.4)
5	D	58,8	Savoirs	Systèmes politique et juridique	Se servir de ses connaissances pour faire une inférence sur un énoncé au sujet du contenu de messages présentés dans les médias (RAS 9.1.4)
6	D	65,4	Savoirs	Systèmes politique et juridique	Reconnaître le rôle des médias d'information dans la diffusion des activités du Parlement canadien (RAS 9.1.4)
7	C	65,5	Compétences et processus	Systèmes politique et juridique	Analyser une caricature et l'information présentée pour déterminer des messages contradictoires sur la relation entre les médias d'information et le gouvernement (RAS 9.C.1)
8	C	74,3	Compétences et processus	Systèmes politique et juridique	Synthétiser l'information présentée dans quatre sources pour faire une généralisation sur le rôle des médias d'information dans le système politique canadien (RAS 9.C.4)
9	A	42,9	Compétences et processus	Systèmes politique et juridique	Déterminer la conclusion la plus probable d'une personne qui critique quatre points de vue sur le système judiciaire canadien à partir d'information sur des sentences pénales (RAS 9.C.1)
10	B	80,7	Savoirs	Systèmes politique et juridique	Reconnaître le terme utilisé pour désigner un organisme à l'intérieur du système judiciaire canadien (RAS 9.1.5)
11	A	69,9	Compétences et processus	Systèmes politique et juridique	À partir de l'information présentée dans trois sources, conclure quelle question est le plus clairement soulevée au sujet du système judiciaire canadien (RAS 9.C.4)
12	B	84,2	Compétences et processus	Droits individuels et collectifs	Examiner une caricature pour déterminer ce que le caricaturiste suggère au sujet de la relation entre les droits et libertés et la sécurité nationale du Canada (RAS 9.C.1)
13	B	57,4	Savoirs	Droits individuels et collectifs	Identifier les droits inscrits dans la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> auxquels on fait référence dans une définition donnée (RAS 9.1.6)
14	A	81,1	Compétences et processus	Droits individuels et collectifs	Tirer une conclusion à partir de l'information présentée dans un article de journal sur l'adoption d'une loi visant à préserver la sécurité des Canadiens (RAS 9.C.1)

Question	Clé	Diff. %	Catégorie de notation	Élément du programme évalué	Description de la question
15	B	81,6	Compétences et processus	Droits individuels et collectifs	Faire une généralisation à partir de trois sources portant sur les droits inscrits dans la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> et les responsabilités des Canadiens (RAS 9.C.4)
16	D	88,1	Compétences et processus	Droits individuels et collectifs	Identifier l'intention sous-jacente à deux exemples de lois cruciales pour la politique linguistique du Québec (RAS 9.C.1)
17	D	40,8	Compétences et processus	Droits individuels et collectifs	Déterminer un point de vue sur deux décisions de la Cour suprême du Canada touchant les droits inscrits dans la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> (RAS 9.C.1)
18	B	68,4	Savoirs	Droits individuels et collectifs	Savoir comment l'adoption de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> a favorisé la reconnaissance des droits collectifs au Canada (RAS 9.1.7)
19	B	81,7	Savoirs	Droits individuels et collectifs	Déterminer, de la perspective du gouvernement canadien, ce qu'illustre une ligne de temps portant sur les revendications territoriales des Premières Nations (RAS 9.1.7)
20	A	58,9	Savoirs	Droits individuels et collectifs	Appliquer ses connaissances pour définir un terme économique relié à la propriété de terres (RAS 9.1.7)
21	D	51,3	Compétences et processus	Droits individuels et collectifs	À partir de l'information donnée, déterminer le point de vue d'une personne sur une revendication territoriale (RAS 9.C.1)
22	C	71,9	Compétences et processus	Droits individuels et collectifs	Synthétiser de l'information sur les revendications territoriales des Premières Nations pour identifier la question à laquelle l'information présentée dans les trois sources est le plus clairement reliée (RAS 9.C.4)
23	B	70,1	Savoirs	Immigration	Reconnaître un exemple de facteur relié aux politiques canadiennes en matière d'immigration (RAS 9.1.8)
24	A	82,5	Savoirs	Immigration	Savoir quelle action du gouvernement est reliée de plus près à un facteur lié aux politiques canadiennes en matière d'immigration (RAS 9.1.8)
25	D	75,4	Compétences et processus	Immigration	Déterminer ce qu'un partisan des idées de deux interlocuteurs dirait fort probablement au sujet des politiques canadiennes en matière d'immigration (RAS 9.C.1)
26	A	71,2	Compétences et processus	Immigration	À partir de l'information présentée dans trois sources, faire une généralisation sur les politiques canadiennes en matière d'immigration (RAS 9.C.4)
27	C	64,2	Savoirs	Immigration	Connaître le but du système de points utilisé par le gouvernement fédéral dans le choix des immigrants au Canada (RAS 9.1.8)
28	B	25,7	Compétences et processus	Immigration	Identifier la meilleure solution à un problème éventuel auquel les immigrants au Canada pourraient faire face (RAS 9.C.1)
29	A	80,0	Compétences et processus	Immigration	À partir de l'information présentée dans un tableau, inférer un facteur qui illustre une caractéristique des immigrants au Canada (RAS 9.C.1)

Question	Clé	Diff. %	Catégorie de notation	Élément du programme évalué	Description de la question
30	C	58,5	Compétences et processus	Immigration	À partir de l'information présentée dans trois sources, tirer une conclusion sur un objectif des politiques canadiennes en matière d'immigration (RAS 9.C.4)
31	C	73,4	Savoirs	Prise de décisions économiques	Se souvenir de la signification de la problématique économique de pénurie (RAS 9.2.4)
32	B	55,4	Savoirs	Prise de décisions économiques	Connaitre les trois questions économiques de base pour déterminer comment réagir en cas de pénurie (RAS 9.2.4)
33	C	68,2	Compétences et processus	Prise de décisions économiques	À partir de l'information présentée, inférer le point de vue d'une personne sur la participation du gouvernement à l'économie (RAS 9.C.1)
34	D	64,4	Compétences et processus	Prise de décisions économiques	Tirer une conclusion pour déterminer à quelle question reliée à la pénurie l'information de trois sources est le plus directement reliée (RAS 9.C.4)
35	B	79,2	Savoirs	Prise de décisions économiques	Reconnaitre un exemple d'intervention du gouvernement dans une économie mixte (RAS 9.2.4)
36	D	31,0	Compétences et processus	Prise de décisions économiques	Analyser l'information présentée dans un tableau pour déterminer les avantages pour le Canada de signer un accord commercial (RAS 9.C.1)
37	C	62,9	Compétences et processus	Prise de décisions économiques	Interpréter une caricature pour inférer ce qui est suggéré sur les effets économiques d'un accord commercial signé par le Canada (RAS 9.C.1)
38	A	47,2	Compétences et processus	Prise de décisions économiques	Déterminer ce qu'une étude de cas présentée dans trois sources illustre au sujet des principes et des pratiques dans les économies de marché et mixte (RAS 9.C.4)
39	A	71,2	Savoirs	Consumérisme, qualité de la vie et prise de décisions politiques	Reconnaitre ce que la théorie économique du consumérisme encourage (RAS 9.2.5)
40	B	63,5	Compétences et processus	Consumérisme, qualité de la vie et prise de décisions politiques	Interpréter une caricature pour identifier l'aspect du consumérisme qui est illustré (RAS 9.C.1)
41	C	75,6	Savoirs	Consumérisme, qualité de la vie et prise de décisions politiques	Reconnaitre comment le consumérisme peut constituer un pouvoir de masse (RAS 9.2.5)
42	B	82,6	Compétences et processus	Consumérisme, qualité de la vie et prise de décisions politiques	Faire une généralisation sur le consumérisme qui est reliée de plus près à l'information présentée dans trois sources (RAS 9.C.4)
43	D	64,9	Savoirs	Consumérisme, qualité de la vie et prise de décisions politiques	Connaitre un des buts des entreprises privées en faisant la publicité de produits et de services auprès des consommateurs (RAS 9.2.5)

Question	Clé	Diff. %	Catégorie de notation	Élément du programme évalué	Description de la question
44	A	52,3	Savoirs	Consumérisme, qualité de la vie et prise de décisions politiques	Reconnaitre un exemple de pratique commerciale dans la publicité qui a un impact sur la concurrence (RAS 9.2.5)
45	C	72,1	Compétences et processus	Consumérisme, qualité de la vie et prise de décisions politiques	À partir des détails d'une caricature, déterminer le point de vue du caricaturiste sur le marketing des produits et services (RAS 9.C.1)
46	D	77,7	Compétences et processus	Consumérisme, qualité de la vie et prise de décisions politiques	Synthétiser de l'information pour déterminer la problématique soulevée dans trois sources au sujet de la publicité des produits et services (RAS 9.C.4)
47	A	36,5	Savoirs	Consumérisme, qualité de la vie et prise de décisions politiques	Reconnaitre un exemple de programme social offert au Canada à partir de divers programmes politiques présentés (RAS 9.2.6)
48	C	69,4	Compétences et processus	Consumérisme, qualité de la vie et prise de décisions politiques	À partir des éléments de programmes politiques présentés, identifier où il serait le plus approprié de situer un parti politique sur un continuum économique (RAS 9.C.1)
49	D	36,6	Compétences et processus	Consumérisme, qualité de la vie et prise de décisions politiques	Analyser quatre points de vue pour déterminer les interlocuteurs qui sont le plus en désaccord quant au rôle que le gouvernement devrait jouer dans l'économie (RAS 9.C.1)
50	B	82,0	Compétences et processus	Consumérisme, qualité de la vie et prise de décisions politiques	Identifier la question qui est reliée de plus près à l'information présentée dans trois sources sur la politique des partis en matière de fiscalité (RAS 9.C.4)